

# Atlas des intégrations régionales

Euro-Méditerranée, Asie orientale,  
Amérique du Nord

Pierre BECKOUCHE, Conseiller scientifique d'Ipemed  
Septembre 2013



**IPEMED**

- INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN -

## Table des matières

<b>1. Les grandes « régions » mondiales : une notion plébiscitée mais à préciser .....</b>	<b>3</b>
1.1. Les scientifiques et les institutions internationales voient le monde en « régions » .....	3
1.2. Quelles sont pour Ipemed les « régions » pertinentes ? .....	5
1.3. La complémentarité entre l'Europe et ses « voisins » .....	9
<b>2. Commerce .....</b>	<b>13</b>
2.1. Depuis une quinzaine d'années la régionalisation commerciale <i>recule</i> .....	13
2.2. ... mais en période longue la régionalisation du commerce est avérée en Europe, dans les Amériques, et de plus en plus en Asie orientale.....	13
2.3. L'Europe commerce de plus en plus avec ses « voisins ».....	15
2.4. ... mais ces voisins commercent de moins en moins avec elle .....	17
<b>3. Investissements directs étrangers.....</b>	<b>19</b>
3.1. La part croissante des pays émergents et en développement dans les flux d'IDE.....	19
3.2. Les Psem en marge de la mondialisation des IDE, l'Afrique nouvelle cible .....	21
3.3. Seuls 0,4% des IDE venus d'Europe s'investissent dans les Psem .....	23
3.4. Les Etats-Unis et surtout le Japon investissent davantage que l'Europe dans leurs périphéries .....	25
3.5. C'est surtout pour les pays du Sud que l'IDE est très régionalisé.....	27
3.6. Les IDE entrant dans les Psem : une certaine diffusion géographique.....	29
<b>4. Migrations et remises migratoires .....</b>	<b>31</b>
4.1. Où vivent les étrangers originaires des Psem ? .....	31
4.2. D'où viennent les étrangers qui résident en Europe, en Amérique du Nord et en Asie orientale ?..	33
4.3. Remises migratoires : une géographie de la proximité .....	35
<b>5. Conclusions stratégiques.....</b>	<b>37</b>
Références bibliographiques .....	38
Acronymes .....	39
Table des figures, cartes et tableaux .....	40

# 1. Les grandes « régions » mondiales : une notion plébiscitée mais à préciser

## 1.1. Les scientifiques et les institutions internationales voient le monde en « régions »

A partir de premières recherches menées dans les années 1960, les travaux académiques d'économie se sont multipliés depuis une dizaine d'années pour mesurer les intégrations régionales, qu'elles soient « superficielles » (libre commerce) ou « profondes » (système productif intégré)<sup>1</sup>. Les géographes<sup>2</sup> s'intéressent eux aussi de plus en plus au découpage régional du monde et à la grande région que constituent l'Europe et ses « voisins » – pour reprendre le terme de la Politique européenne de voisinage.

Cette approche régionale s'est désormais étendue aux institutions internationales. La Banque mondiale consacre depuis longtemps des études à la « région Mena » (Middle East & North Africa), mais sa géographie correspond à la vision américaine dominante du monde arabo-musulman et non pas à une vision d'intégration euro-méditerranéenne Nord-Sud. Cela dit, la Banque publie d'intéressants travaux sur les intégrations subrégionales dans le Golfe, le Maghreb et le Mashrek [Banque mondiale 2010].

Plusieurs autres institutions internationales se sont mis à réfléchir en termes régionaux, à commencer bien sûr par les banques régionales de développement. La Banque asiatique de développement a fait de l'intégration régionale une des trois composantes de sa stratégie, avec la croissance inclusive et la croissance durable [ADB 2011]. La stratégie de la Banque africaine de développement se conçoit dans une Afrique régionalisée [BAD 2009]. La BAD a consacré en 2012 un rapport sur l'Afrique du Nord très en faveur de son intégration régionale<sup>3</sup>. Toujours sur l'Afrique, l'OMC promeut des intégrations régionales « profondes »<sup>4</sup>. Le Pnud lui aussi voit l'avenir de l'Afrique à travers celui de ses régions et sous-régions<sup>5</sup>. L'*Institute for the Integration of Latin America and the Caribbean* de la Banque interaméricaine pour le développement travaille lui aussi à l'intégration régionale.

Le plus symptomatique, c'est qu'alors qu'il s'était violemment opposé à toute solution sino-japonaise dans le soutien aux places financières d'Asie du Sud-Est secouées par la crise de 1997-1998, le FMI a lui-même pris le tournant de la régionalisation. Sa revue *Finance & Development* a consacré dès 2008 un article sur les bienfaits de l'intégration régionale pour les pays en développement : « *Done right, regional integration helps connect developing countries to world markets* »<sup>6</sup>.

Le problème, c'est qu'il n'existe pas de définition géographique officielle des grandes régions, sauf lorsqu'on les aborde à travers les Accords commerciaux régionaux (Alena = Canada + Etats-Unis + Mexique). Les organisations internationales s'en tiennent souvent à une répartition continentale obsolète : Asie, Afrique, Europe, Amériques. Elles s'essaient parfois à une géographie plus pertinente mais leur définition des « régions » varie – parfois même au sein d'une même publication ! L'annuaire statistique de l'OMC découpe le monde en régions plutôt pertinentes en Amérique du Nord (Mexique compris, c'est-à-dire l'Alena), dans l'espace ex-soviétique (CEI), mais associe Asie orientale et Asie du Sud, et, surtout, coupe la Méditerranée en trois continents.

Autre exemple, le ministère français des Affaires étrangères publie en ligne un atlas interactif des actions internationales des collectivités territoriales françaises. Excellente idée, mais qui reste continentale (voir ici le cas de l'Asie). Impossible, dans ces conditions, d'avoir une vision intégrée de la Méditerranée.

---

<sup>1</sup> Une revue de la littérature est faite par De Lombaerde [2008]

<sup>2</sup> Voir [Grasland 2007], [Van Hamme 2012]

<sup>3</sup> [Santi 2012]

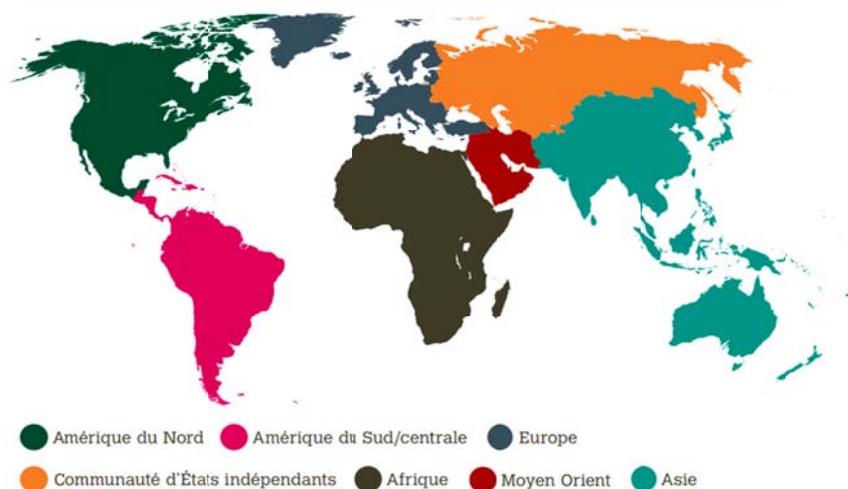
<sup>4</sup> [Hartzenberg 2011]

<sup>5</sup> [Pnud 2011]

<sup>6</sup> [Deichmann 2008]

Carte 1. La définition des régions selon l'OMC, ou la Méditerranée « continentalisée »

### Composition des régions géographiques



Source : Statistiques du commerce international 2012, OMC

Carte 2. Atlas français de la coopération décentralisée :  
une géographie qui ne prend toujours pas en compte la région euro-méditerranéenne



Cliquez sur les continents

Source : Commission nationale de la coopération décentralisée, MAE (<http://www.cncd.fr/frontoffice/bdd-monde.asp> au 12/09/2012)

## 1.2. Quelles sont pour Ipemed les « régions » pertinentes ?

Ce présent atlas analyse les intégrations régionales par la géographie des flux économiques : commerce, investissement, migrations et remises migratoires. Dans le cas de l'**Asie orientale**, on s'inspire de la géographie des accords « Asean + 3 » (Chine, Corée du Sud, Japon) et même « + 5 » avec l'Australie et la Nouvelle Zélande. Pour certaines données, on a aggloméré l'ensemble composé par l'Asean+5, toute l'Asie-Pacifique, et la Corée du Nord (évidemment ultra marginale dans les échanges internationaux). Cette géographie a un sens incontestable : 90% du commerce international interne aux firmes japonaises se fait dans cette Asie orientale. En particulier, plus de 35% des exportations des Dragons vers le Japon sont en fait du commerce intra-firme des *keiretsu* japonais. Alors qu'au début des années 1990 les firmes industrielles japonaises réalisaient 15% de leur production à l'étranger (essentiellement dans leur voisinage), la proportion a atteint le double aujourd'hui, en grande part du fait du boom chinois.

Dans le cas des **Amériques**, on a considéré, comme le font les investisseurs internationaux depuis l'entrée en vigueur de l'Aléna, que le Mexique fait partie de l'« Amérique du Nord ». L'intégration de l'économie mexicaine à celle des Etats-Unis est suffisamment puissante pour conduire à dire que les liens du Mexique sont bien plus forts avec ses voisins du Nord qu'avec les autres pays latino-américains. Pour le reste de l'Amérique latine, on a considéré non pas le Mercosur (dont le périmètre varie selon qu'on prend en compte, ou non, les pays observateurs et les pays ayant demandé l'adhésion) mais l'ensemble de l'Amérique latine hors Mexique, compte tenu notamment de l'influence que le Mercosur étend en direction de l'Amérique centrale et caraïbe. Cette acception large est étayée par les alliances internationales qui s'esquissent à la marge ou à côté du Mercosur : en 2008, le Mercosur et la Communauté andine des nations ont fédéré l'ensemble de l'Amérique latine pour lancer l'Union des nations sud-américaines (Unasur), dont le projet avait pris naissance dans les années 1990 pour s'opposer à l'Initiative pour les Amériques lancée par George Bush afin de mettre en place une zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). En 2012, l'« Alliance du Pacifique » entre le Pérou, le Mexique, le Chili et la Colombie, a été scellée pour promouvoir le libre-échange face aux tentations protectionnistes de certains pays sud-américains.

Dans le cas de l'**Europe et de la Méditerranée**, on a considéré plusieurs ensembles :

- (i) l'Europe occidentale, c'est-à-dire l'UE 15 plus les pays industrialisés candidats : Islande, ou fortement intégrés à l'économie européenne : Norvège, Suisse ;
- (ii) les nouveaux pays membres entrés en 2004 et 2007, qu'on a distingués parce qu'ils ont un niveau de développement intermédiaire et qu'ils donnent une idée de ce que des pays émergents adhérant à l'UE peuvent attirer comme IDE ou comme flux commerciaux depuis l'Europe occidentale ;
- (iii) les Balkans occidentaux, dominés par la thématique de l'adhésion, l'UE voyant ces pays comme des candidats actuels ou potentiels (Albanie, ancienne Yougoslavie sauf Slovaquie) ;
- (iv) les pays du voisinage oriental c'est-à-dire ceux de la politique européenne de voisinage (Belarus, Ukraine, Moldavie et les trois pays du Caucase), auxquels on a adjoint la Russie parce qu'elle fait l'objet d'un Partenariat stratégique avec l'UE et parce que ses liens restent très forts avec les pays du voisinage oriental ;
- (v) les Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (Psem) qui comprennent la Turquie bien que cette dernière ne fasse officiellement plus partie du « voisinage » depuis qu'en 2005 les négociations du processus d'adhésion ont commencé.

On a pris en compte les échanges commerciaux intra-européens, notamment sur le plan commercial, renonçant à considérer l'Europe comme une seule zone commerciale, du fait de la variation dans le temps de l'acception de l'« Europe ».

A la limite de l'influence régionale européenne, on a distingué l'Afrique subsaharienne, et les pays du « Golfe » parfois (pour les IDE) dans la configuration du Conseil de Coopération du Golfe, parfois (pour le commerce) en adjoignant l'Irak et l'Iran pour avoir un espace pertinent au regard des exportations d'hydrocarbures.



Ces trois régions ont en commun d'associer des pays développés à des pays émergents et en développement. La grande différence vient du dynamisme économique de l'Asie orientale, qui est passée en quatre décennies de 18% à 33% du PIB mondial (mesuré en Parités de Pouvoir d'Achat, fig.2). L'Europe est entrée dans un déclin relatif qui ne peut être atténué qu'en l'élargissant à ses voisinages et demain à l'Afrique. Le dynamisme de l'Asie orientale se traduit par un rattrapage de ses pays en développement par rapport au Japon (fig.1), alors que dans notre région seuls la Turquie et surtout Israël rattrapent un peu le niveau de développement de l'Europe.

Lorsqu'on élargit la région euro-méditerranéenne à l'Afrique et qu'on considère l'ensemble des Amériques, ces trois grandes régions mondiales font *les trois-quarts de leurs échanges (commerce, investissements, migrations) en interne pour l'Europe-Méditerranée-Afrique, la moitié pour les Amériques, et plus de la moitié pour l'Asie orientale*. Le taux élevé d'intégration par les migrations (tabl.1) a une signification prospective : les décennies à venir resteront sans doute très régionalisées, la présence de diasporas étant d'autant plus un facteur d'intégration régionale que les étrangers sont de plus en plus qualifiés et ouverts à des échanges avec leur pays d'origine.

Figure 1. Ecart du PIB/hab. dans les trois régions mondiales (pays du Nord=100)

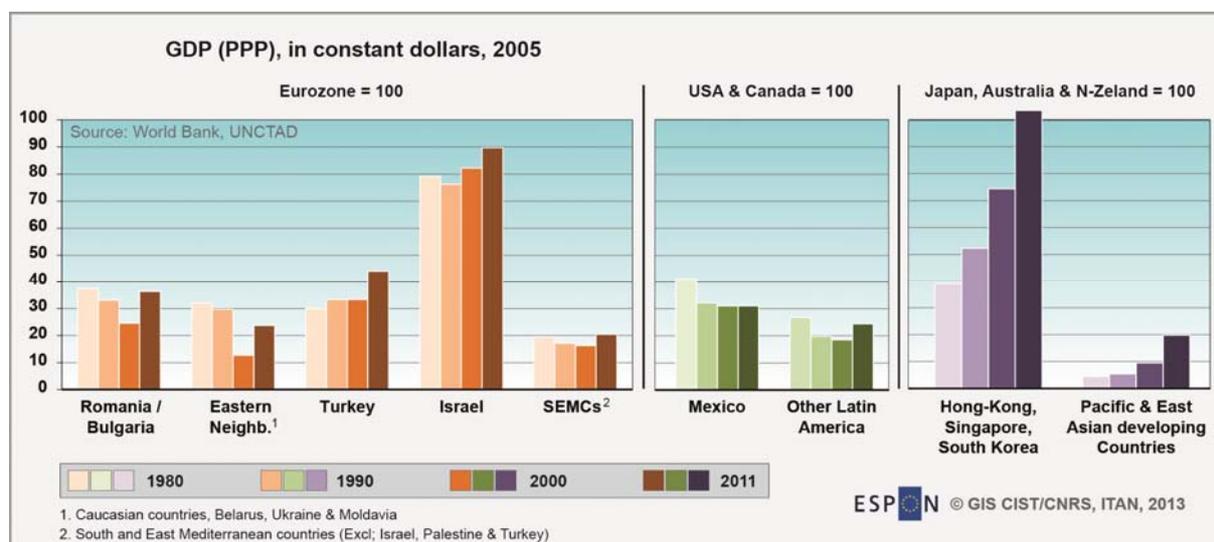


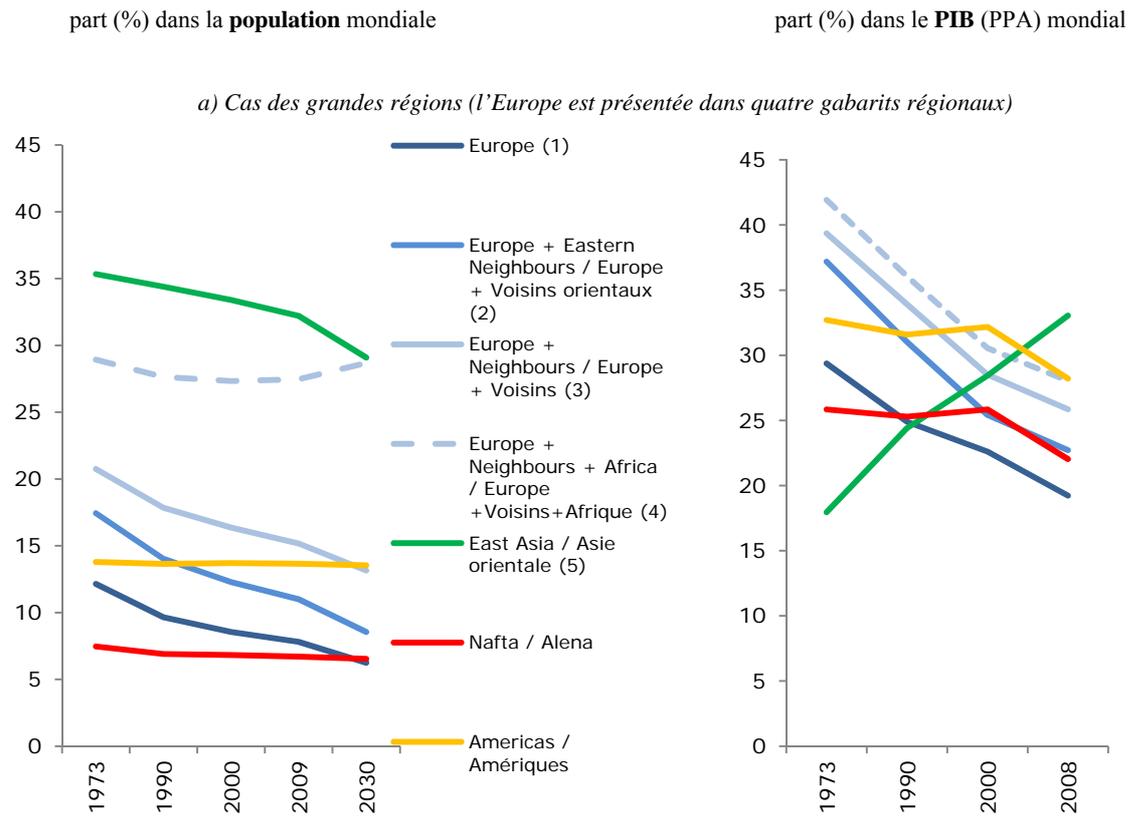
Tableau 1. Taux d'intégration des grandes régions par le commerce, les IDE et les migrations

	Europe et voisinages (a)	Europe- Méditerranée- Afrique (b)	Amériques (c)	Asie orientale (d)
<b>Part de la région dans la destination de ses exportations</b> (%, 2011)	78	77	56	53
<b>Part de la région dans la destination de ses investissements directs à l'étranger</b> (% , moyenne 2006-2008)	73	75	31	45
<b>Part de la région dans l'origine des étrangers qui y résident</b> (%, 2010)	71	80	54	68

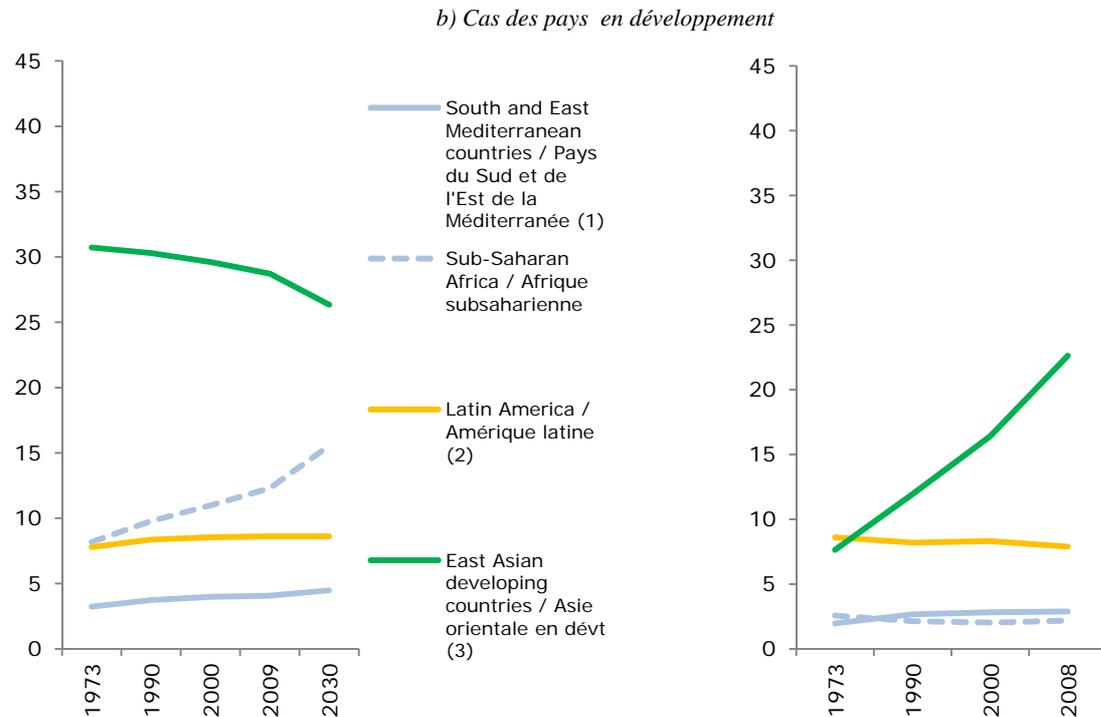
Notes. (a) Europe occidentale, nouveaux Etats membres de l'UE de 2004 et 2007, Balkans occidentaux, voisinages orientaux Russie comprise, Psem Turquie et Israël comprises. (b) idem + Afrique subsaharienne. (c) Amérique du Nord et Amérique latine. (d) Asie de l'Est, du Sud-Est, Asie-Pacifique et Océanie.

Sources : Comtrade, OMC/Igeat (projets ESPON « Tiger » et « ITAN »), et FP7 « Eurobroadmap », traitement de l'auteur.

**Figure 2. Face à la montée en puissance asiatique, le salut euro-méditerranéen est dans la régionalisation**



Notes : (1) Europe occidentale, nouveaux pays-membres de l'UE depuis 2004, Balkans occidentaux. (2) Voisins orientaux: les six pays du voisinage oriental (Belarus, Ukraine, Moldavie, Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie) + Russie. (3) Voisins orientaux et voisins méditerranéens (du Maroc à la Turquie, Israël comprise). (4) Voisins orientaux et méditerranéens, et Afrique subsaharienne. (5) Asean + Corées, Chine, Japon + Australie et Nouvelle Zélande



Notes : (1) Turquie comprise, Israël non comprise. (2) y compris Mexique. (3) non compris les quatre Dragons (Hong-Kong, Corée du Sud, Singapour et Taiwan).

Sources : données Angus Maddison, <http://www.worlddeconomics.com/Data/MadisonHistoricalGDP/Madison%20Historical%20GDP%20Data.cfp>

### 1.3. La complémentarité entre l'Europe et ses « voisins »

La force des « régions Nord-Sud » est d'associer des économies géographiquement proches et économiquement complémentaires, même si pour le moment l'Europe n'en tire pas vraiment parti.

#### **Démographie : le potentiel est au Sud**

La question démographique change du tout au tout si on la considère sous l'angle du contrôle des migrations, ou bien si on la considère sous l'angle de l'économie (une population et un niveau de vie qui croissent ce sont des marchés qui croissent) et des mobilités professionnelles. Dans notre région, le contraste est saisissant entre les voisinages balkaniques ou orientaux dont presque tous les pays *perdent* de la population, et les Psem. D'ici 2040, l'Europe occidentale et centrale va passer de 517 à 532 millions d'habitants ; les Balkans occidentaux de 24 à 22 millions ; le voisinage oriental, Russie comprise, de 218 à 198 millions. *Seul le Sud progressera significativement* : les Psem (Turquie comprise) de 285 à 377 millions, et la péninsule arabique (plus l'Irak) de 102 à 187 millions. Notre région, qui compte aujourd'hui un milliard d'habitants, en comptera 185 millions de plus en 2040 ; cette progression aura quasi entièrement été le fait des Psem et du Moyen-Orient.

#### **Un indicateur synthétique : l'indice de développement humain (IDH)**

L'IDH associe le niveau d'éducation, l'espérance de vie et le PIB par habitant. Le rattrapage des voisins vis-à-vis de l'Europe est évident, même si les écarts restent considérables surtout avec les Psem : en 2011 le Portugal est à 0,82, l'Ukraine à 0,74, la Turquie à 0,72 mais le Maroc à 0,59 – à comparer aux 0,47 de l'Afrique subsaharienne. On peut en tirer deux conclusions diamétralement opposées : cet écart de développement signale un fossé irréductible, la coopération est entravée par des réalités sociales trop dissemblables ; ou, au contraire, le potentiel de coopération et d'enrichissement mutuel est énorme, et la *solidarité* est une composante essentielle de l'équation régionale.

#### **R&D**

La carte de la recherche-développement atteste la complémentarité : haut niveau en Europe, surtout dans les pays scandinaves, à un moindre titre en Allemagne qui n'est pas encore tout à fait au niveau des 3% du PIB qui sont l'objectif de la stratégie de Lisbonne (pour ne rien dire de la France : 2,2% en 2011) ; Israël mise à part, très faible niveau dans le voisinage puisqu'en Algérie, en Egypte, en Albanie ou en Géorgie on atteint à peine 0,2% du PIB. Même si la Turquie est à 0,85, la Tunisie à 1,10 et la Russie à 1,25%, on voit le potentiel énorme de transferts de technologie depuis l'Europe.

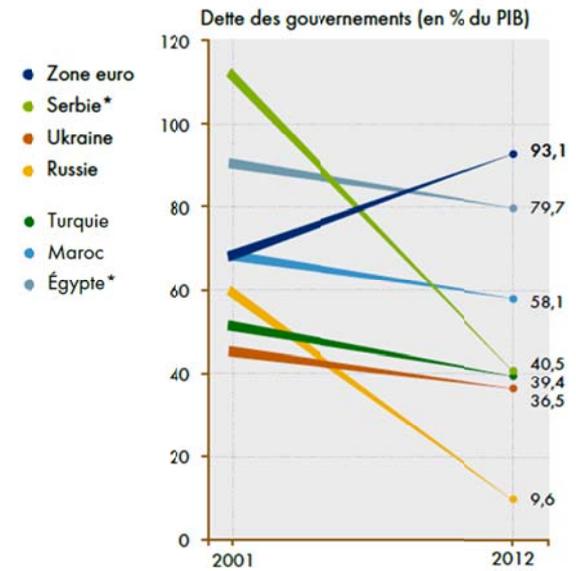
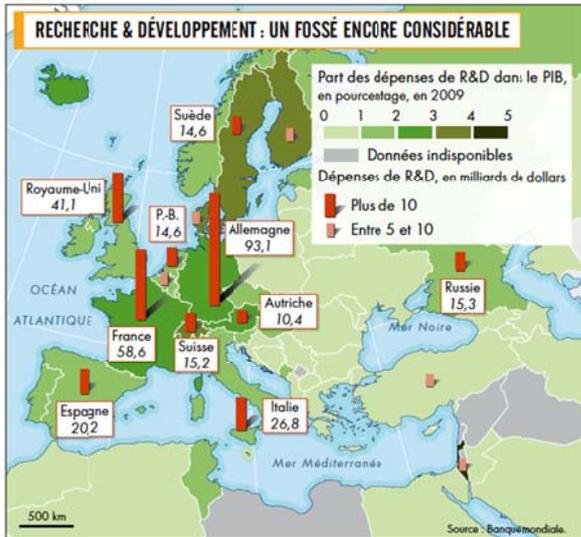
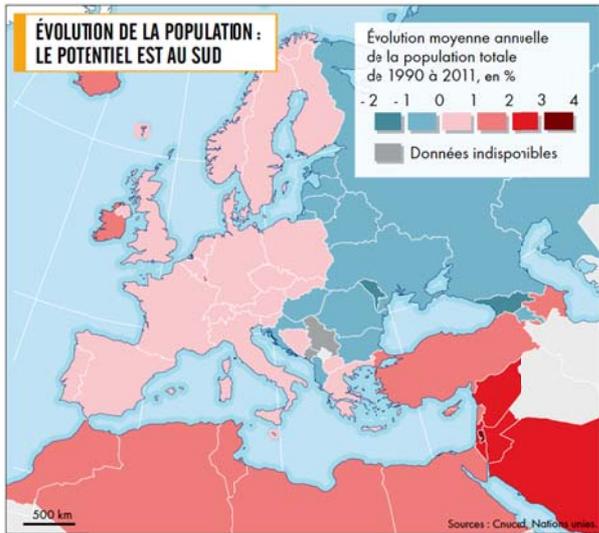
#### **Endettement en Europe, désendettement dans les voisinages**

Alors que le chemin était inverse pour l'Europe, ce qui limite son potentiel de croissance pour longtemps, tous les pays des voisinages à l'exception de quelques-uns comme le Liban se sont rapidement désendettés depuis vingt ans. En dépit de déficits budgétaires qui se sont plutôt creusés, les Psem ont trouvé les moyens de rembourser leur dette : à la fin des années 1990 le service de la dette représentait 17% de leurs exportations, à la fin des années 2000 la proportion était tombée à 7%.

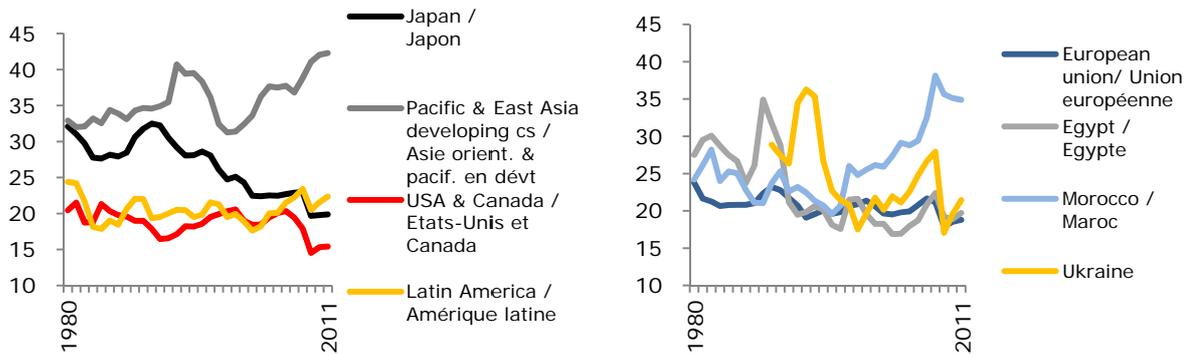
#### **Investissement : le Sud en relais, mais surtout en Asie**

La complémentarité entre pays développés et en développement fait le dynamisme de l'Asie orientale. Le taux d'investissement a fortement décliné au Japon mais le pays a trouvé de fantastiques relais de croissance dans ses voisinages. La complémentarité est moins évidente dans les Amériques, même si, depuis vingt-cinq ans, ce taux est plus élevé dans l'Amérique en développement qu'aux Etats-Unis et au Canada. Dans notre région, et comme dans les deux autres, le taux d'investissement des pays développés régresse alors que les pays en développement préparent leur avenir. Mais l'exemple chaotique de l'Ukraine montre que les perspectives sont incertaines dans le voisinage oriental. Quant à eux les Psem montrent des situations contrastées, très positive dans le cas du Maroc par exemple, nettement moins dans celui de l'Egypte ce qui ne laisse pas d'inquiéter sur la capacité du pays à réussir sa transition. Il faut reconnaître que, dans sa toute première phase, le Printemps arabe a touché ces économies, en Egypte comme en Tunisie et en Libye (pour ne rien dire de la Syrie) : croissance atone depuis 2011, faiblesse de l'investissement, recul des investissements étrangers, dimension systémique de la contagion révolutionnaire.

### Cartes 4. Euro-Méditerranée : la complémentarité démographique et économique



**Figure 3. Investissement : le Sud en relais, mais surtout en Asie**  
Formation brute de capital fixe, en % du PIB / Gross fixed capital formation (% of GDP)



Source : Banque mondiale

## Le renversement de croissance

La part de l'Europe occidentale est de 75% dans l'économie de la région mais la proportion était de 80% au début des années 1990. Depuis, les nouveaux Etats-membres ont rejoint l'UE et ont bénéficié d'un fort dynamisme, notamment parce que les pays occidentaux – à commencer par l'Allemagne – ont su implanter chez eux des activités relevant de filières productives de haut niveau ; l'assemblage final restait localisé notamment en Allemagne mais ces activités ont contribué au développement de l'Europe centrale. Le potentiel de croissance de ces pays est toutefois limité par leur situation démographique, et, notamment dans le cas de la Roumanie et de la Bulgarie, par la concurrence asiatique pour l'attraction d'activités à bas salaires.

L'Europe n'a pas réalisé avec les Psem ce que l'Allemagne a réussi avec les pays d'Europe centrale : le redéploiement de l'appareil productif et le partage de la chaîne de valeur. Cela contribue à expliquer que les performances économiques de ces pays méditerranéens restent très en deçà de leur potentiel. Pour autant, ils ont réussi une remarquable stabilisation macroéconomique, en bonne partie sous la pression des accords d'association avec l'Union européenne. Avant le déclenchement des révolutions arabes, la Banque mondiale estimait que le taux de croissance pourrait en 2011 dépasser 4,4% au Maroc et en Algérie, 5% en Tunisie, 6% en Egypte, 4,5% en Jordanie, 7% au Liban et 5,5% en Syrie. Certes on reste loin des taux à deux chiffres qui ont fait le miracle asiatique des dernières décennies. Mais si ces pays méditerranéens parvenaient à moderniser leur système productif en profondeur et à promouvoir les créateurs et les inventeurs plutôt que les détenteurs de rente foncière ou pétrolière, rien ne les empêcherait de devenir les « *Dragons de l'Europe* ».

Le dynamisme économique du voisinage oriental, Russie comprise, est tout aussi vigoureux depuis le milieu des années 1990. Ces pays ex-socialistes ont mené leur transition à la fois politique et économique. Mais ils pâtissent d'un manque d'investissements publics et privés depuis trente ans, d'une régression démographique et parfois d'une instabilité politique (Balkans occidentaux, Ukraine, Moldavie) qui obscurcissent l'avenir. D'ores et déjà leur PIB, c'est-à-dire leurs marchés, sont plus restreints que ceux des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée et cela sans même tenir compte du Golfe.

Si l'on applique sur la période 2012-2030 l'évolution qu'a connue le PIB par habitant de ces pays entre 1992 et 2012, la progression du PIB continue à être particulièrement forte dans les Psem et les pays du Golfe, du fait de leur croissance démographique attendue. En 2030, les Psem arabes, c'est-à-dire sans même la Turquie et Israël, atteindraient les trois-quarts du PIB des nouveaux Etats membres de l'UE, contre la moitié aujourd'hui. Certes rien n'indique que le PIB par habitant des Psem continuera à évoluer aussi vite que depuis vingt ans ; mais d'un autre côté l'accélération de la transition au Sud pourrait au contraire élever la progression de leur PIB par habitant.

**Tableau 2. PIB réel (PPA) des voisins de l'Europe, 1992-2030** (nouveaux Etats membres de l'UE = 100)

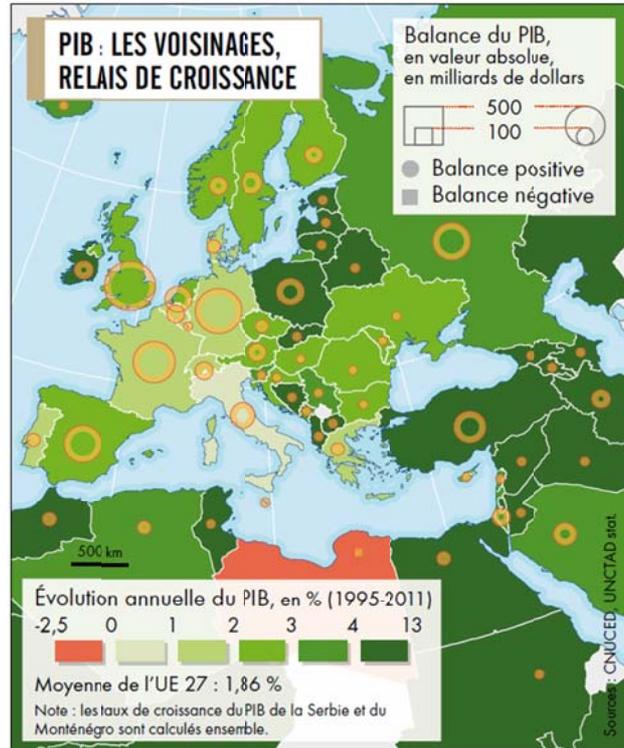
	1992	2012	2030
nouveaux Etats membres de l'UE (2004-07) / <i>EU new member States (2004-07)</i>	100	100	100
Balkans occidentaux / <i>Western Balkans (a)</i>	14	12	13
Voisinage oriental et Russie / <i>Eastern Neighbourhood + Russia (b)</i>	163	116	118
Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée / <i>South and East Mediterranean countries (c)</i>	120	129	149
Pays arabes du Sud et de l'Est de la Médit. / <i>South and East Mediterranean Arab countries (d)</i>	49	49	77
Golfe, Irak, Iran / <i>Gulf, Iraq, Iran</i>	103	123	118

*Notes.*

(a) ex-Yougoslavie (hors Slovaquie) et Albanie. (b) six pays du voisinage oriental et Russie. (c) Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, Israël et Turquie comprises. (d) idem sans la Turquie et Israël.

*Sources* : Cnuccd, et Angus Maddison pour les données des pays de l'ex-URSS avant 1992 (données estimées, calculs de l'auteur à partir des données nationales de Maddison et de l'évolution du PIB de l'URSS) ; ONU-Cnuccd pour les projections démographiques à l'horizon 2030 (PIB 2030 calculé de l'auteur en projetant sur 2012-2030 la progression réelle du PIB par habitant constatée en 1992-2012. Pour 2012-2030 on a un peu réduit le taux de croissance du PIB par habitant pour les pays qui avaient connu un rattrapage particulièrement intense dans les années 1992-2012: les pays baltes, la Pologne, la Slovaquie, la Bosnie, les trois pays du Caucase ; ces libertés d'estimation ne font pas varier les ordres de grandeur de chacun des voisinages considéré dans son ensemble).

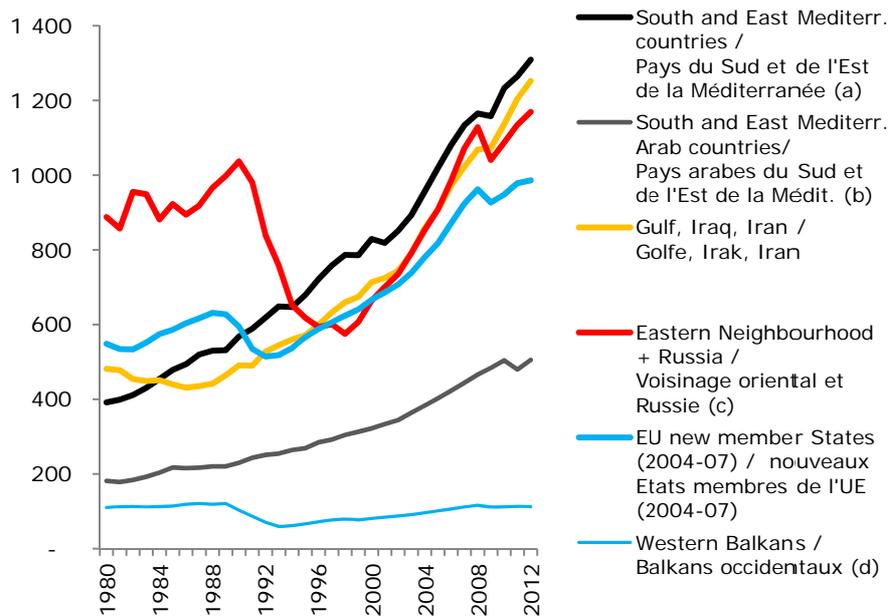
Carte 5. Evolution du PIB, 1995-2011



Evolution à prix et taux de change constants 2005

Sources: CNUCED, UNCTADstat / Beckouche et Richard 2013, éd. Autrement

Figure 4. Psem : un marché qui dépasse le voisinage oriental Russie comprise  
Evolution du PIB (milliards US\$ constants 2005)



(a) y compris Turquie et Israël. (b) Psem sans la Turquie et Israël. (c) six pays du voisinage oriental et Russie. (d) Slovénie non comprise  
Sources : Cnuced ; données ante 1992 de la CEI : estimations à partir des données nationales d'Angus Maddison, et du PIB de l'URSS

## 2. Commerce

### 2.1. Depuis une quinzaine d'années la régionalisation commerciale recule...

La Méditerranée qu'analysent le Femise ou la Banque mondiale connaît une *dé-régionalisation* commerciale. La part de l'UE dans le commerce international des pays « Mena » est passée de 41% en 1998 à 29% en 2008. De même selon le Femise, la part de l'UE dans les exportations ou les importations des Psem est passée, depuis le lancement du Processus de Barcelone, de 53% à un peu plus de 40% (tabl. 3) ; le recul est particulièrement rapide pour le Machrek, mais il se vérifie également pour le Maghreb, pour Israël et pour la Turquie.

**Tableau 3. Part (%) de l'UE dans les échanges de marchandises, 1995-2009 : dé-régionalisation**

	----- Exportations -----		----- Importations -----	
	1995	2009	1995	2009
Maghreb	69	58	64	55
Israël	34	26	53	37
autres Machrek	47	29	46	29
<u>Turquie</u>	57	47	51	40
ensemble	53	44	53	41

Source : Comtrade / Femise, Galal et Reiffers (2010)

Au-delà de la Méditerranée, la tendance générale est au recul du poids des voisinages depuis dix ans, notamment du fait de la montée en puissance de la Chine qui est devenue un des tout premiers partenaires commerciaux de la plupart des pays du monde. Quant à son commerce extérieur à elle, il se diversifie mondialement, d'où que les échanges commerciaux chinois soient moins régionalisés en 2011 qu'ils ne l'étaient dix ans auparavant. Cela signifie-t-il que la dé-régionalisation soit une tendance lourde ? Non, d'abord parce que, selon l'OMC, *les échanges intra-régionaux constituent la majorité des échanges commerciaux de marchandises dans le monde* en 2011 comme dix ans plus tôt. Ensuite surtout parce qu'il faut se rappeler d'où l'on vient : en 1960 les pays de l'Europe occidentale ne faisaient qu'un tiers de leur commerce extérieur entre eux, et l'intégration commerciale était encore plus faible pour l'Amérique du Nord. On parle beaucoup de globalisation depuis les années 1980 ; mais il ne faudrait pas oublier que *la principale transformation de la géographie commerciale depuis la deuxième guerre mondiale est la régionalisation*.

### 2.2. ... mais en période longue la régionalisation du commerce est avérée en Europe, dans les Amériques, et de plus en plus en Asie orientale

La figure 5 mesure l'intégration européenne, américaine et Est asiatique depuis les années 1980. Le **Japon** confirme que la décennie 1990 aura été celle de son intégration régionale. Les Dragons renforcent leur place de marchés pour les marchandises japonaises, puis se sont les Tigres au cours des années 2000. Evidemment, c'est la Chine (exportation comme importation) qui explique l'essentiel de l'approfondissement régional du commerce nippon. *L'Asie orientale représentait le tiers du commerce de marchandises japonais en 1990, elle en représente aujourd'hui plus de la moitié*. L'ensemble de l'Asie orientale paraît s'orienter vers un développement de plus en plus autocentré<sup>7</sup>.

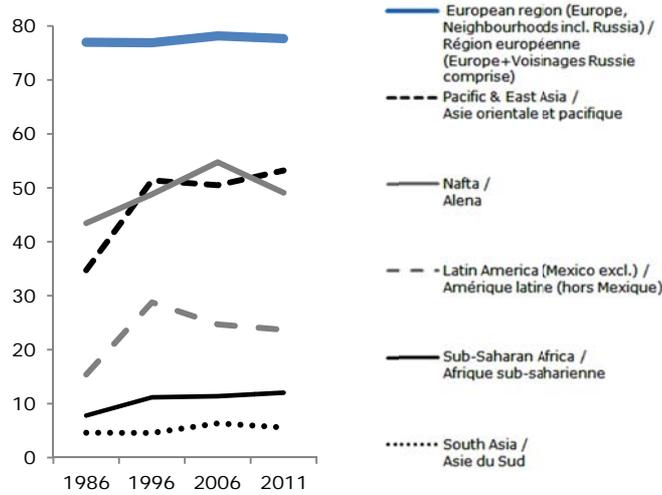
La dé-régionalisation est avérée pour les **Etats-Unis** dans les années 2000 (recul de la part de l'Aléna et du total des Amériques) ; mais en période longue *l'intégration régionale des Etats-Unis aura progressé*, et lorsqu'on rajoute l'Amérique du Sud l'intégration régionale continue en fait de progresser même dans la toute dernière période malgré le boom des échanges avec la Chine.

Pour l'**Europe occidentale** et en comparaison, c'est la faiblesse du commerce avec les voisinages qui frappe, en dépit de l'essor des échanges avec les nouveaux Etats-membres dans les années 2000.

<sup>7</sup> [Tay 2010]

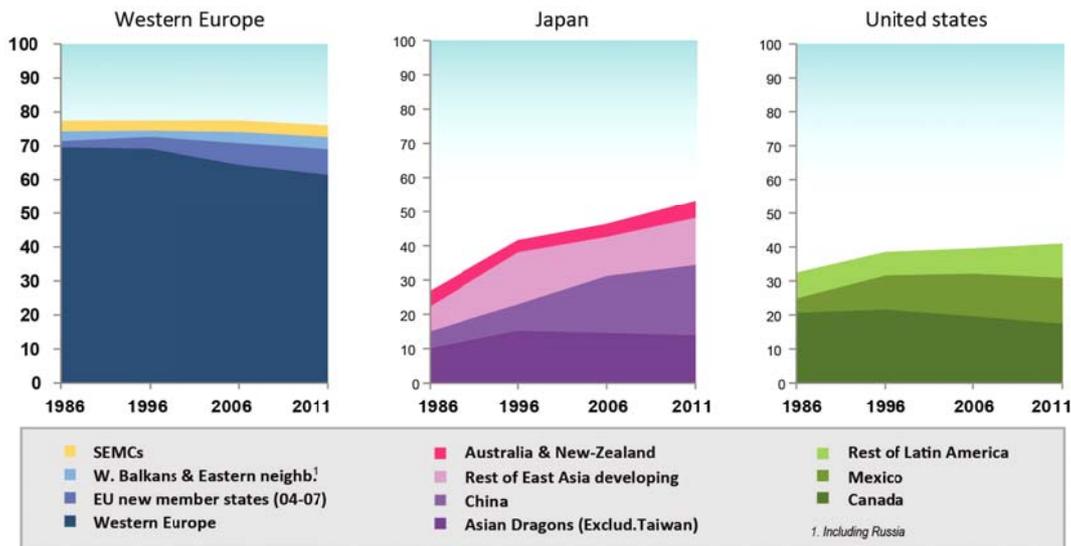
**Figure 5. Commerce : sur la longue période l'intégration régionale progresse partout**

Part (%) de la région dans les exportations des pays de la région / share (%) of the region in exports of the region's countries



Marchandises, valeurs. Sources : Comtrade, OMC/Igeat (projets ESPON « Tiger » et « ITAN »), et FP7 Eurobroadmap, traitement de l'auteur

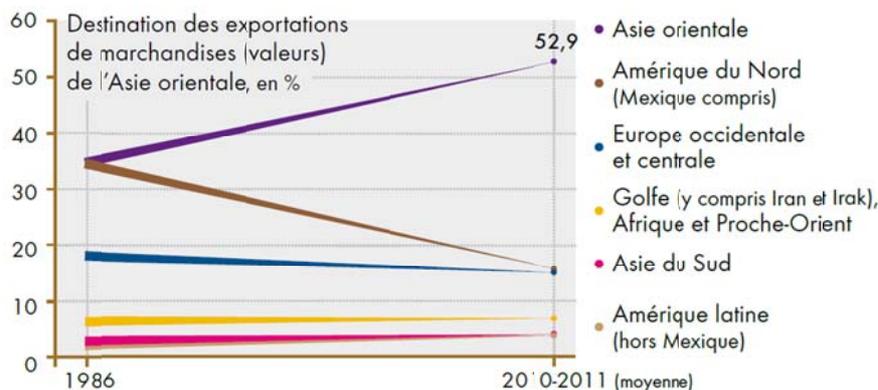
Part (%) de la région dans le commerce de marchandises (exports + imports) / % of the region in the goods trade



ESPON © GIS CIST/CNRS, ITAN, 2013

Source: ULB - IGEAT, 2012

**Figure 6. Asie orientale : une intégration commerciale spectaculaire, aux dépens de l'Amérique**



Beckouche et Richard, Autrement 2013

### 2.3. L'Europe commerce de plus en plus avec ses « voisins »...

La carte 6 montre que l'**Europe** a de faibles parts de marché dans les pays dont l'actualité économique ne cesse de parler : Brésil, Inde, Chine et Asie orientale en général, ainsi qu'en Amérique du Nord. Ses parts de marché sont plus importantes dans ses voisinages au sens large, Russie et Afrique comprise. Autrement dit, dans la globalisation, *les positions commerciales les plus fortes de l'Europe ne se situent pas dans les grandes puissances actuelles ou émergentes, mais bel et bien dans ses voisinages* – une réalité dont elle n'a pas pris conscience.

La figure 7 ventile les exportations de l'Europe occidentale depuis les années 1980, en se centrant sur les voisinages. La conclusion est claire : *si l'intégration commerciale ouest-européenne recule, c'est parce que l'Europe exporte davantage dans son voisinage* : dans les nouveaux Etats-membres surtout, secondairement dans son voisinage oriental. Les exportations de l'Europe occidentale destinées aux Psem restent de l'ordre de 3%, avec une légère progression en fin de période. L'Afrique subsaharienne n'attire pas 2% des exportations européennes.

L'Afrique subsaharienne pèse encore très peu dans les échanges mondiaux, tant comme origine que comme destination. Elle attire aujourd'hui 2% des exportations mondiales, c'est-à-dire qu'elle se contente de retrouver le poids qu'elle avait dans les années 1980. Cela dit au cours des dernières années, les exportations qui lui ont été destinées ont progressé plus vite que les exportations mondiales. En particulier, l'Asie orientale (+18% par an entre 2006 et 2011) et les Psem (+21%) accentuent leurs exportations vers l'Afrique – mais gardons en tête que c'est à partir de volumes initiaux très limités. En revanche les exportations européennes vers l'Afrique progressent assez peu dans la dernière période, ce qui suggère que l'Europe pourrait perdre l'avantage que ses relations historiques avec l'Afrique pourraient lui donner à l'heure où l'économie africaine s'éveille.

Entre l'Afrique et l'Asie et notamment la Chine, les choses devraient continuer à progresser. Les échanges commerciaux Chine-Afrique ont crû de 20% en 2012 et le montant des contrats de 27%<sup>8</sup>. Les intérêts chinois en Afrique progressent, associant désormais le secteur privé au secteur public, les deux étant de toute façon soutenus par les grandes banques publiques chinoises Exim Bank et China Development Bank soit directement soit par le biais de prêts au développement en Afrique (qui facilitent ensuite les affaires avec des partenaires chinois). Les Chinois commercent et investissent en Afrique et plus seulement dans les matières premières, ou alors plus simplement pour acheter des mines mais pour se muer en opérateurs sur toute la filière.

**Tableau 4. Les exportations vers l'Afrique commencent à intéresser les Psem et les Asiatiques**

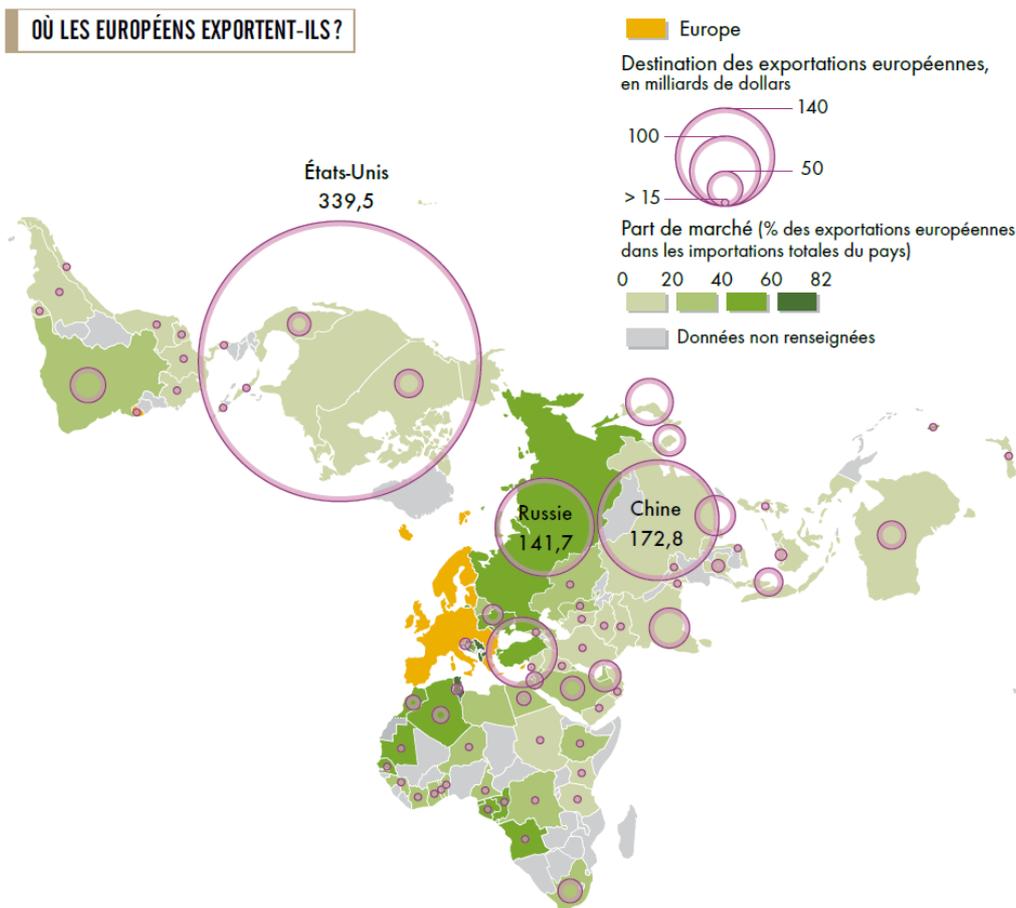
Evolution annuelle moyenne (%) des exportations de marchandises, 1996-2006 et 2006-2011

<i>origine:</i>	<i>1996-2006</i>	<i>2006-2011</i>
Amérique du Nord (Mexique compris)	<b>8</b>	<b>11</b>
Asie orientale (Asie de l'Est, du Sud-Est, Océanie)	<b>13</b>	<b>18</b>
Europe occidentale	<b>8</b>	<b>6</b>
Psem (Turquie et Israël comprises)	<b>14</b>	<b>21</b>
Tous exportateurs	<b>11</b>	<b>12</b>

Sources : Comtrade, OMC/Igeat (projets ESPON « Tiger » et « ITAN », et FP7 « Eurobroadmap », traitement de l'auteur.

<sup>8</sup> [Maury et Le Belzic 2013]

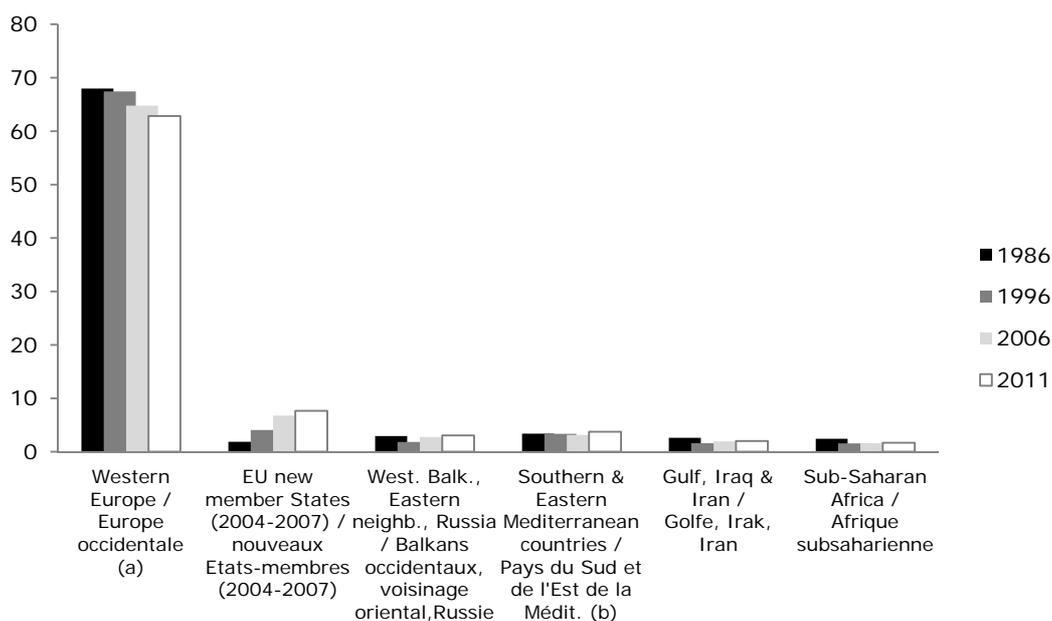
**Carte 6. Exportations de l'Europe (a) : des parts de marché faible en Asie et dans les Amériques**



(a) UE27 + Suisse, Norvège, Islande. Exportations de marchandises en valeur, 2011.

Sources : Comtrade, OMC/Igeat (projets ESPON « Tiger » et « ITAN », et FP7Eurobroadmap, Beckouche et Richard 2013, éd. Autrement

**Figure 7. Destination (%) des exportations de l'Europe occidentale, 1986-2011/ Western Europe' exports, 1986-2011**



Notes. Marchandises, valeurs. (a) UE15, Suisse, Norvège et Islande. (b) Turquie et Israël comprises.

Sources: Comtrade, OMC/Igeat (projets ESPON « Tiger » et « ITAN », et FP7« Eurobroadmap »), traitement de l'auteur.

## 2.4. ... mais ces voisins commercent de moins en moins avec elle

Depuis les années 1980, les **nouveaux Etats-membres** ont réorienté leurs échanges commerciaux depuis le voisinage oriental et la Russie vers l'Europe occidentale. La figure 8 montre qu'ils importent proportionnellement de plus en plus de produits européens.

Les pays du **voisinage oriental** de l'Europe, notamment la Russie avec ses hydrocarbures, restent très liés aux marchés d'Europe occidentale mais ce sont plutôt leurs clients d'Asie orientale qui progressent ; ils échangent par ailleurs davantage entre eux, la Russie reconstituant une sorte d'URSS gazière tandis que les liens avec les Peco se distendent.

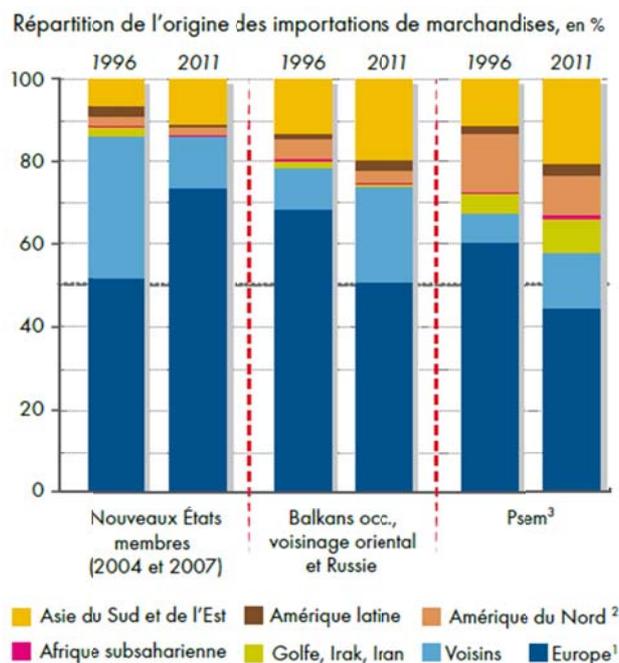
Les **Psem** sont eux aussi liés aux marchés d'Europe occidentale, mais dans une proportion rapidement déclinante : 60% dans les années 1980, 44% aujourd'hui. Il s'agit d'une tendance lourde que les Accords de Barcelone ne seront pas parvenus à infléchir ; et cette tendance s'accélère puisque c'est surtout depuis le milieu des années 2000 que la part de l'Europe occidentale dans le commerce des Psem aura reculé. Autrement dit, *c'est au moment où les Psem entrent vraiment dans les échanges internationaux et commencent à attirer des IDE, qu'ils s'éloignent de l'Europe*. Les Psem trouvent de nouveaux débouchés commerciaux entre eux, ainsi qu'en Asie, en Amérique du Nord, dans le Golfe, un peu – mais encore très peu – en Afrique subsaharienne.

Le **Golfe** lui aussi destine une proportion décroissante de ses exportations à l'Europe occidentale, au profit de l'Asie du Sud et de l'Asie de l'Est qui achètent désormais la majorité de ses hydrocarbures : 65% en 2011 contre 39% en 1986 – *le pétrole du Golfe s'asiatise clairement*.

C'est également vrai de l'**Afrique** qui diversifie ses débouchés au détriment de ses débouchés européens (59% de ses exportations en 1986 mais 26% en 2011 !).

En somme, *tous les voisinages de l'Europe lui destinent une proportion déclinante de leurs exportations, signe que ces pays s'insèrent mieux dans les échanges mondiaux – mais signe aussi que l'effet polarisateur de l'Europe, certes encore élevé, est en recul*.

**Figure 8. Les Peco importent de plus en plus de produits européens mais les Psem de moins en moins**



Notes.

Importations en valeur. (1) Europe occidentale et nouveaux États membres (2004 et 2007). (2) Mexique compris. (3) Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, Turquie et Israël comprises. « Voisins » = pays de la politique européenne de voisinage, Balkans occidentaux et Russie.

Sources : Comtrade, OMC/Igeat (projets ESPON « Tiger » et « ITAN », et FP7 « Eurobroadmap »), Beckouche et Richard 2013, éd. Autrement.

### 3. Investissements directs étrangers

#### 3.1. La part croissante des pays émergents et en développement dans les flux d'IDE

Les flux mondiaux d'IDE suivent et accusent la courbe de la conjoncture économique internationale. En 2011, les IDE n'avaient récupéré qu'une partie du chemin perdu depuis la crise de 2008. Le *World Investment Report 2013* de la Cnuccd indique qu'en 2012 les flux mondiaux ont reculé de 18% ; ils reprendraient leur progression en 2013 pour retrouver en 2014 leur niveau de 2007 (1900 milliards de dollars) – sauf nouveau plongeon dans la crise économique.

Par ailleurs, les années 2000 ont confirmé une tendance apparue dans les années 1990 : *les pays émergents et en développement (et en transition c'est-à-dire les pays de l'ex-URSS) jouent un rôle croissant dans cette géographie*. C'est vrai depuis longtemps pour l'attraction des IDE, mais c'est de plus en plus vrai aussi pour l'émission d'IDE (rôle de la Chine et avant elle de Hong-Kong, arrivée des Emirats, de la Russie ou du Brésil depuis la seconde moitié des années 2000).

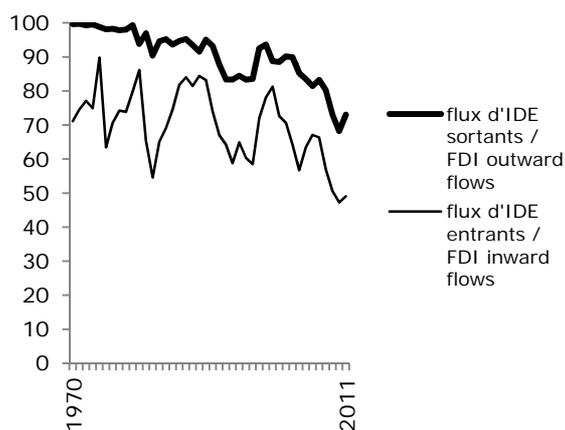
Au total, les pays développés ne reçoivent plus que la moitié des IDE mondiaux en 2011 – alors que la proportion était des trois-quarts avant les années 2000. La tendance devrait se poursuivre : l'enquête 2011 de la Cnuccd « *World Investment Prospects Survey* » indique que les pays développés ne constituent que quatre des dix premières destinations des cadres dirigeants de multinationales répondant à l'enquête sur leurs intentions d'investissement d'ici à 2014 : le premier pays destinataire envisagé est la Chine, le second les Etats-Unis, le troisième l'Inde, le quatrième l'Indonésie et le cinquième le Brésil. Selon la Cnuccd, les IDE vers la Russie devraient continuer à croître sous l'effet de l'accession du pays à l'OMC, de la libéralisation liée du secteur des services et des programmes de privatisation dans les matières premières.

En outre, les pays émergents et en transition accueillent plus des deux tiers de la valeur des IDE de création, en opposition aux fusions-acquisitions qui caractérisent plutôt les IDE vers l'Europe ou les Etats-Unis. Cela veut dire que la *création de valeur* actuelle et à venir est de plus en plus au Sud, en particulier dans les grands pays émergents.

Plus significatif encore, *les pays émergents et en développement émettent aujourd'hui le quart des IDE mondiaux*, rejoignant peu à peu leur part dans les importations mondiales (35%). A elle seule, la Chine a émis en 2011 65 milliards de dollars d'IDE, la Région administrative spéciale de Hong Kong 82 milliards, à comparer aux 90 milliards émis par la France. Il est vrai qu'une partie importante de ces IDE qui sortent de Chine sont destinés... à la Chine : soit qu'il s'agisse d'investissements de la Chine continentale à Hong Kong (investissements immobiliers massifs), soit qu'il s'agisse d'investissement dans les paradis fiscaux caraïbes (Iles Caïmans et Iles vierges britanniques notamment), parfois via Hong Kong, pour revenir en Chine sous forme d'IDE entrants donc défiscalisés. Mais la montée en puissance chinoise dépasse ces circuits sino-chinois : Hong Kong est une place de transit importante pour les opérations menées par la Chine en Asie orientale, et par les firmes multinationales occidentales s'implantant en Chine ou dans le reste de l'Asie.

La carte 7 montre la faiblesse du rôle des Psem dans la géographie mondiale de l'investissement transnational, comme elle montre l'attractivité des nouveaux pays membres de l'UE. Elle confirme aussi le poids qu'ont pris les paradis fiscaux de la Caraïbe.

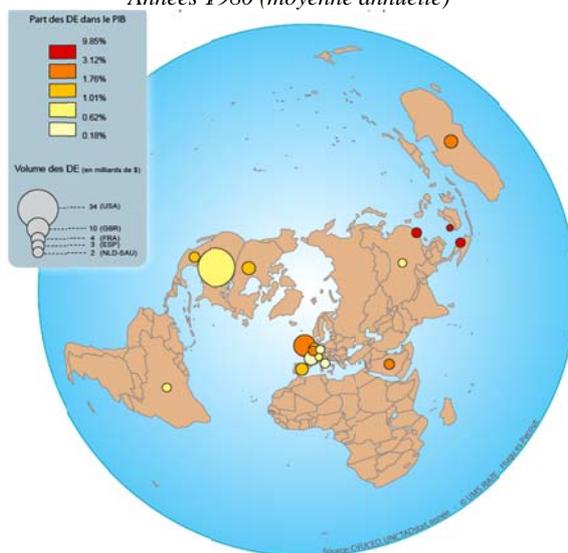
**Figure 9. Les pays émergents et en développement, nouveaux acteurs de l'investissement transnational**  
Part (%) des pays développés dans les IDE mondiaux



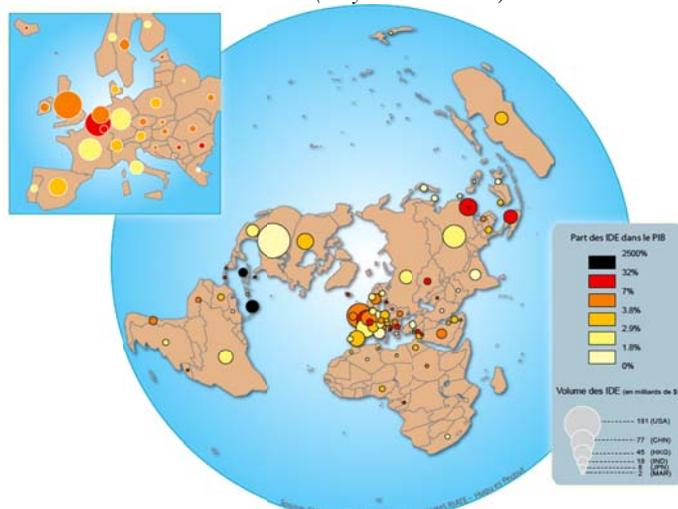
source : Unctad stat

**Cartes 7. Flux d'IDE entrants dans les années 1980 et dans les années 2000**

*Années 1980 (moyenne annuelle)*



*Années 2000 (moyenne annuelle)*



*Notes.* Entrées d'IDE supérieures à 1 milliard de dollars. *Sources :* Igeat / Projets EuroBroadMap (PCRD) et Europe in the World (ESPON) ; traitement de l'auteur. Cartographie : Hugues Pecout, GIS CIST / Projet ESPON « ITAN » ; fond de carte © UMS Riate

### 3.2. Les Psem en marge de la mondialisation des IDE, l'Afrique nouvelle cible

Les Psem ne font pas partie des pays en développement émetteurs d'IDE. En comparaison de la Chine qui a émis en 2011 plus de 65 milliards d'IDE, et du reste de l'Asie orientale et du Sud-Est en développement (175 milliards), le Mexique approche 10 milliards, le reste de l'Amérique latine 90 (beaucoup du fait des paradis fiscaux il est vrai), le voisinage oriental de l'Europe « en transition » (surtout la Russie) 70. Quant à lui, le Proche-Orient (quasi exclusivement le Liban) n'émet pas un milliard de dollars, l'Afrique du Nord est à 1,7 milliard. L'Afrique subsaharienne n'émerge pas davantage. A elle seule, la Turquie aura émis en 2011 autant d'IDE (2,5 milliards) que l'Afrique du Nord et le Proche-Orient arabe réunis.

Plus ennuyeux, les Psem restent également des pays marginaux dans l'attraction des IDE mondiaux. L'Afrique du Nord attire toujours moins de 1% des flux totaux, le Proche-Orient arabe (hors Turquie et Israël) moins de 0,5%. La place de la Turquie progresse mais avec 0,8% elle reste loin de l'attraction exercée par le voisinage oriental de l'Europe (Russie comprise) et surtout très loin de l'Asie orientale en développement. Le tableau 5 montre la progression : sous l'impulsion des implantations stratégiques des firmes japonaises, ces pays attiraient, sans la Chine, 7% des IDE mondiaux dans les années 1970, 8% dans les années 1980, 9% dans les années 1990 ; à partir des années 1990 ils sont rejoints par la Chine, en sorte que *l'ensemble de l'Asie orientale en développement aura attiré 15,5% des IDE mondiaux des années 2000*. Même si les promesses mexicaines de l'Alena ne se seront pas confirmées dans la durée<sup>9</sup>, l'Amérique latine est à 10%. Malgré leur progression entre 2005 et 2008, les Psem restent loin derrière.

La période post-crise confirme la puissance asiatique : l'Asie orientale continue d'attirer un nombre toujours plus important d'IDE. La Chine attirait 85 milliards de dollars en 2007, 115 en 2010, 125 en 2011<sup>10</sup> ; pour les pays en développement d'Asie orientale en dehors de la Chine, les chiffres sont 150 milliards, 180 milliards et 210 milliards. *L'ensemble de l'Asie orientale en développement a donc attiré 335 milliards d'IDE en 2011* soit 22% du total mondial. En comparaison, les montants pour l'Afrique du Nord ou le Proche-Orient arabe en 2011 n'atteignent pas 6 milliards.

La figure 10 montre l'impact de la crise économique mondiale, notamment européenne, sur les IDE qui entrent dans les Psem. Dans la deuxième moitié des années 2000 l'Afrique du Nord attire des investissements, surtout en Egypte et surtout depuis le Golfe, mais la rechute est brutale à partir de 2008 – comme d'ailleurs en Roumanie et Bulgarie – et se poursuit en 2011 avec les Printemps arabes (Egypte, Libye...). En revanche la décrue est moins forte en Turquie, qui a même refait en 2011 une partie du chemin perdu depuis la crise. Il faut dire que dans les Psem les IDE fluctuent au gré d'un petit nombre de grosses opérations, typiquement à l'occasion de privatisations<sup>11</sup>, tandis que la Turquie est parvenue à utiliser ses IDE entrants dans un cercle vertueux d'innovation et intensification technologique de l'investisseur pour renforcer la compétitivité exportatrice de son implantation turque, et ainsi son attractivité pour d'autres IDE<sup>12</sup>.

La figure montre aussi l'attractivité nouvelle de l'Afrique subsaharienne et sa relative résistance à la crise depuis 2008. Ses perspectives d'industrialisation (qui avait connu un début notamment avec l'automobile dans les années 1970, mais sans suites), semblent les plus fortes à partir de ses ressources naturelles et agroalimentaires. Relativement au PIB, les IDE qui entrent en Afrique subsaharienne progressent davantage qu'en Afrique du Nord. Parmi les Psem, seuls la Jordanie, le Liban et les Territoires palestiniens ont un ratio IDE / PIB proche de celui des autres pays en développement dans le monde.

<sup>9</sup> [Beckouche 2011]

<sup>10</sup> Les montants devraient être moins élevés pour 2012, mais toujours supérieurs à 100 milliards.

<sup>11</sup> La fluctuation des IDE et leur sensibilité à la conjoncture internationale ou du pays d'origine, sont décrits par le rapport de la commission Stiglitz [2010] comme une fragilité structurelle pour le développement.

<sup>12</sup> Voir [Milhaud 2010]. Par ailleurs le rapport de la Cnuccd sur l'investissement dans le monde [2012] confirme qu'en Amérique latine un plus grand recours à des politiques industrielles renforce l'orientation productive des IDE.

**Tableau 5. Flux entrants d'investissements étrangers directs (1970-2011)**

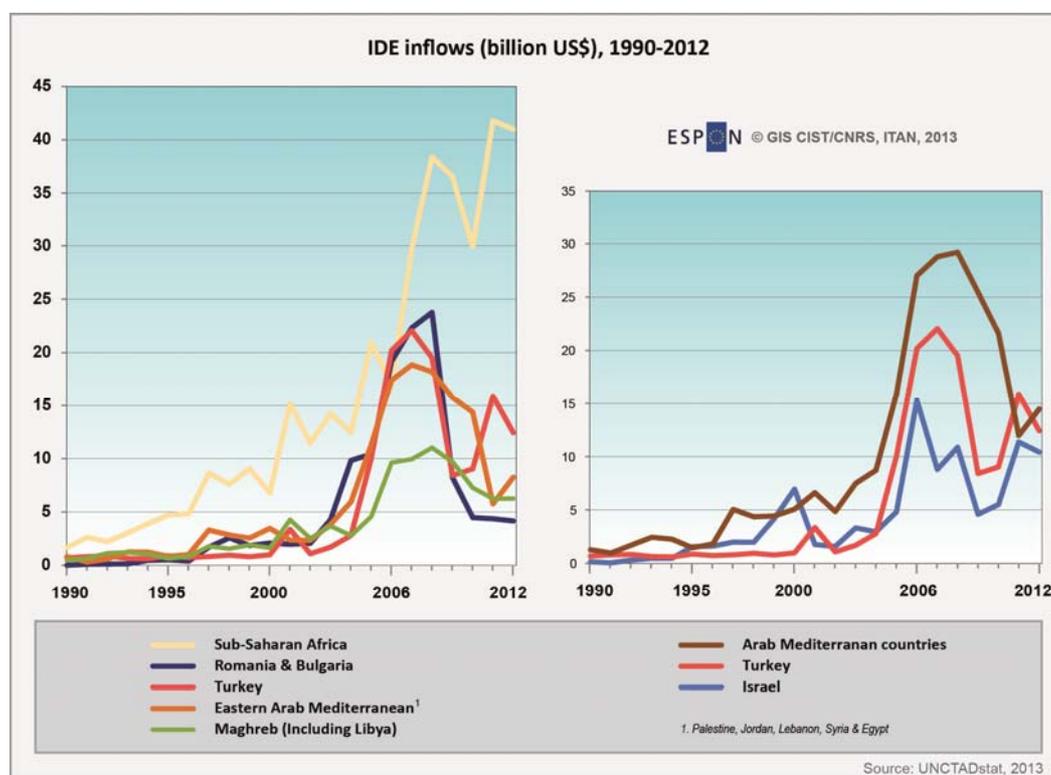
En millions de \$ (moyenne annuelle) :	années 1970s	années 1980s	années 1990s	années 2000s (a)
Ensemble des économies développées	18 048	72 293	279 649	740 740
Europe (pays développés)	10 262	30 368	167 701	480 019
Voisinage oriental (b)	-	8	4 419	51 120
<b>Turquie</b>	<b>55</b>	<b>168</b>	<b>772</b>	<b>9 583</b>
<b>Israël</b>	<b>68</b>	<b>118</b>	<b>1 278</b>	<b>6 488</b>
<b>Proche-Orient (Syrie, Liban, Palestine, Jordanie)</b>	<b>15</b>	<b>58</b>	<b>660</b>	<b>5 442</b>
<b>Afrique du Nord</b>	<b>182</b>	<b>888</b>	<b>1 921</b>	<b>10 588</b>
<i>ensemble Psem (y c. Turquie et Israël)</i>	<i>320</i>	<i>1 233</i>	<i>4 630</i>	<i>32 101</i>
Afrique subsaharienne	942	1 313	4 712	22 315
Etats-Unis et Canada	6 354	37 463	99 723	219 961
Mexique	447	2 388	8 538	22 912
Amérique latine hors Mexique	2 371	4 188	33 477	101 493
Japon	124	180	2 637	7 510
Australie et Nouvelle-Zélande	1 241	4 164	8 309	26 763
Chine	0	1 619	29 043	77 095
Asie orientale et Asie du Sud-Est en développement sans la Chine	1 674	7 041	35 583	109 386
Asie méridionale en développement (y c. Iran)	351	190	2 350	23 750
<b>TOTAL MONDE</b>	<b>23 969</b>	<b>92 900</b>	<b>402 598</b>	<b>1 202 416</b>

Notes.

(a) 2010 et 2011 compris. (b) "Économies en transition", y c. Balkans occidentaux (hors Slovaquie) et Russie.

Source : Cnuccd / UNCTADstat, traitements de l'auteur

**Figure 10. Flux d'IDE entrants (milliards \$) : les pays arabes méditerranéens victimes de la crise de 2008**  
*IDE inflows, 1990-2012 (billion US\$): the 2008 crisis strikes the Mediterranean Arab countries*



### 3.3. Seuls 0,4% des IDE venus d'Europe s'investissent dans les Psem

La **France** investit essentiellement en Europe occidentale, et de plus en plus. Les Peco attirent une proportion d'IDE français bien supérieure aux Psem. Les Amériques, notamment l'Amérique du Nord, reçoivent de moins en moins d'IDE français mais gardent tout de même la seconde place avec presque 20%. L'Afrique sub-saharienne progresse mais avec un modeste 1,2% en fin de période.

L'**Allemagne** investit elle aussi surtout en Europe occidentale mais moins que la France et relativement de moins en moins. Elle confirme son intérêt pour l'Est : Peco (9% de ses IDE dans les années 2006-2008), et voisinage oriental (6%). Elle partage avec la France le recul de son intérêt pour les Amériques, son faible intérêt pour l'Asie orientale, le Pacifique ou l'Asie du Sud, et pour les Psem.

Lorsqu'on consolide tous les flux d'IDE qui viennent d'**Europe occidentale** (carte 8 et fig. 11), la régionalisation se confirme et se renforce dans la dernière période. Mais les pays qui en bénéficient sont, d'abord, ceux d'Europe occidentale eux-mêmes, puis l'Europe centrale et l'Europe orientale, et la Turquie ; en revanche *les Psem continuent à n'attirer que 0,4% des IDE européens*. La part de l'Asie orientale reste faible, l'Afrique progresse mais à bas niveau ; l'Amérique du Nord attire moins les capitaux européens à la fin des années 2000 qu'à la fin des années 1990.

L'ampleur de cette intégration régionale européenne est renforcée lorsqu'on s'intéresse aux IDE émis par les **Peco** : ici les chiffres sont infiniment plus faibles naturellement, mais la géographie est la même, avec aux deux tiers l'Europe au sens très large (voisinage oriental compris) ; la Turquie et les Psem ne sont pratiquement pas présents dans les stratégies d'investissement des Peco qui, en dehors de l'Europe, n'investissent pratiquement qu'en Amérique du Nord.

Les IDE venus de **Turquie** ont une autre géographie. Dans les années 1990 ils allaient essentiellement en Europe, y compris orientale ; dans les années 2000 ils choisissent plutôt l'Asie centrale (aire d'influence historique de la Turquie) et surtout l'Afrique. Mais les variations sont fortes parce que les montants sont faibles.

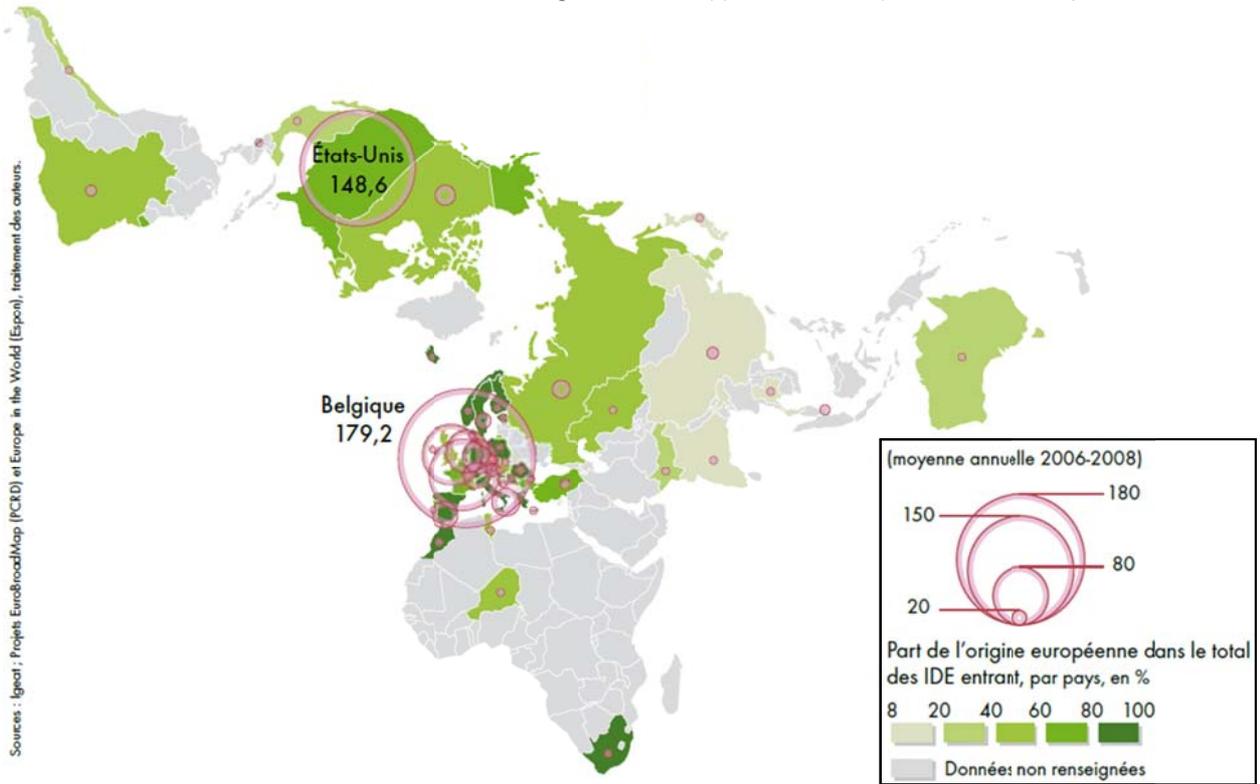
Les IDE venus du **Golfe** confirment que l'orientation euro-méditerranéenne de ces économies est loin d'être une évidence. Leurs investissements se destinent pour une grande part au Golfe lui-même, attestant la réalité de l'intégration sous-régionale du Conseil de coopération du Golfe – les chiffres de nos sources minimisant cette destination sous-régionale car dans le Golfe elles ne comprennent ici comme pays cibles que l'Arabie Saoudite et Oman. Le Golfe investit également beaucoup en Europe occidentale, mais aussi en Asie du Sud et en Amérique du Nord. Les Psem ne représentent pas 5% des IDE du Golfe – et encore cette proportion est-elle, donc, surestimée<sup>13</sup>.

---

<sup>13</sup> La ventilation géographique de ces IDE venus du Golfe ne peut pas être totalement précise, car les données disponibles (OCDE, CnuCED) ne comprennent pas un certain nombre de fonds d'investissement du Golfe. Le rapport Milhaud [2010] relève que le fonds souverain koweïtien KIA, par exemple, est un de ceux pour lesquels on dispose de données mais qui restent grossières et disent seulement que les cibles principales du fonds sont les Etats-Unis (« plus de 50% ») puis l'Europe (« un tiers »). La seule chose qui paraisse à peu près sûre est que la géographie de l'investissement des fonds arabes n'est guère concentrée en Méditerranée mais au contraire très large, couvrant y compris l'Afrique et l'Asie.

### Carte 8. Où les européens investissent-ils ?

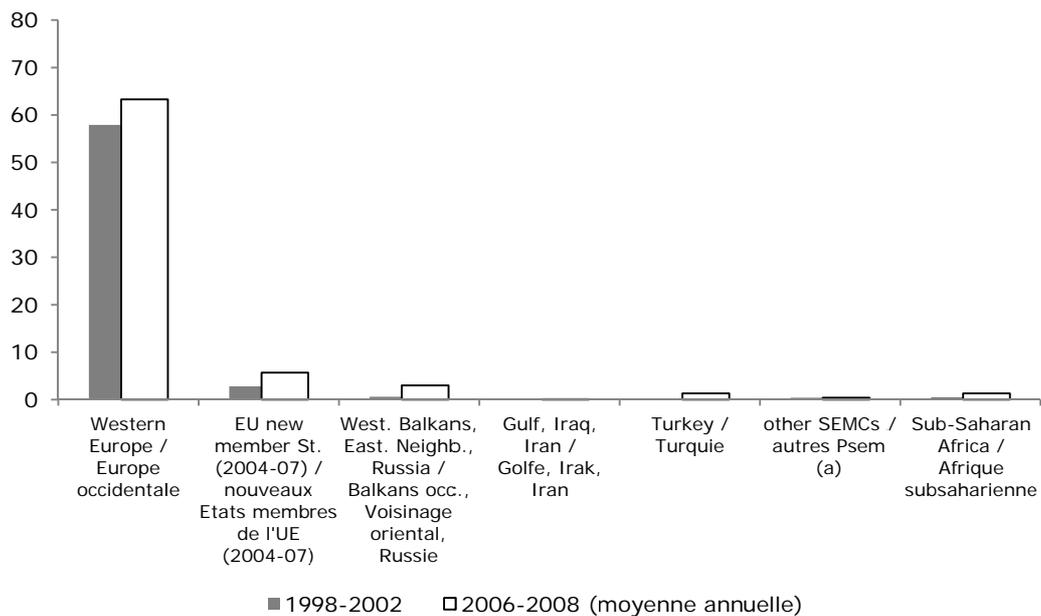
Destination des flux d'IDE d'Europe occidentale (a) en 2006-2008 (milliards de dollars)



Notes. (a) UE15, Norvège, Suisse, Islande. Flux d'au moins 1 milliard de dollars. Paradis fiscaux des Caraïbes exclus (Aruba, Jersey, Ile Vierges britanniques et américaines, Bermudes, Netherlands Antilles néerlandaises et Iles Caïman)

Sources : Igeat / Projets EuroBroadMap (PCRD) et Europe in the World (ESPO), Beckouche et Richard 2013, éd. Autrement

Figure 11. Destination (%) des flux d'IDE depuis l'Europe occidentale



Notes. Paradis fiscaux exclus. (a) Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, Israël comprise.

Sources : Igeat / Projets « EuroBroadMap » (PCRD), ESPON « Europe in the World », et ESPON « ITAN »

### 3.4. Les Etats-Unis et surtout le Japon investissent davantage que l'Europe dans leurs périphéries

Vers 2000, les cibles de l'**investissement japonais** se partageaient entre l'Asie orientale (un tiers), les Amériques (un tiers) et l'Europe (un quart). Dix ans plus tard les choses n'ont pas changé, sauf la part de l'Asie orientale qui est passée de 35 à 21% ; en revanche de gros investissements japonais sont faits dans le Golfe arabo-persique. On notera la faible place de l'Asie du Sud dans les stratégies nippones.

En consolidant tous les IDE venus de l'ensemble de l'**Asie orientale**, ce sont alors *près de la moitié de ces IDE qui restent dans la région*<sup>14</sup>. Cette proportion traduit l'intégration productive qui s'est produite dans la région depuis plusieurs décennies. Cette intégration régionale est toutefois en baisse dans la dernière période, du fait de cibles croissantes en Amérique du Nord, en Europe, dans le Golfe, et – mais à un bien moindre niveau – en Afrique.

Les **Etats-Unis** investissaient massivement dans les Amériques vers 2000 ; ce n'est plus le cas dix ans plus tard (seulement 20% de leurs IDE). Ils se sont réorientés, marginalement vers la Russie et l'Asie centrale, la Turquie, l'Asie du Sud, mais surtout vers l'Asie-Pacifique et vers l'Europe (56% de leurs IDE en fin de période). Les Psem sont ultra marginaux dans cette géographie. Les IDE venus du **Mexique** se destinent dans leur immense majorité à des pays américains, d'Amérique du Nord dans la première période, d'Amérique latine dans la seconde période. De ce point de vue, cela traduit un certain succès de l'insertion mexicaine dans l'Alena, avec un fort tropisme des Etats-Unis en début de période et une certaine diversification des partenariats productifs en fin de période, suggérant un rôle régional du Mexique en direction des autres pays latino-américains.

Le tableau 6 récapitule le degré d'intégration des régions mondiales à partir des destinations d'IDE. Paradoxalement, l'Europe apparaît de loin comme la région la plus intégrée et la seule des trois qui voit cette intégration progresser durant la période. *Mais pour les investissements européens, les périphéries en développement occupent une place marginale, surtout la périphérie méditerranéenne ; là réside la véritable différence avec l'Asie orientale.* A la fin des années 2000, les pays émergents et en développement de leur région attirent 21% des IDE du Japon, 10% des IDE des Etats-Unis, et 11% de ceux d'Europe occidentale mais dont 6% pour les Peco et 3% pour le voisinage oriental et moins de 2% pour le voisinage méditerranéen et le Golfe.

**Tableau 6. L'intégration des trois régions mondiales par l'investissement**  
% de la région dans les destinations d'IDE, périodes 1998-2002 et 2006-2008, moyennes annuelles

	1998-2002	2006-2008
<b>IDE depuis l'Amérique du Nord :</b>		
. vers l'Amérique du Nord (Mexique compris)	29,5	14,3
. <u>vers l'Amérique latine (hors Mexique)</u>	15,4	5,9
ENSEMBLE	<b>44,9</b>	<b>20,2</b>
<b>IDE depuis l'Europe (a) :</b>		
. vers l'Europe occidentale et les Peco	60,7	69,0
. vers le voisinage oriental (b)	0,6	3,0
. <u>vers la Turquie, le Golfe et les Psem</u>	0,6	1,8
ENSEMBLE	<b>61,9</b>	<b>73,8</b>
<b>IDE depuis et vers l'Asie orientale (c) :</b>	<b>65,9</b>	<b>44,6</b>

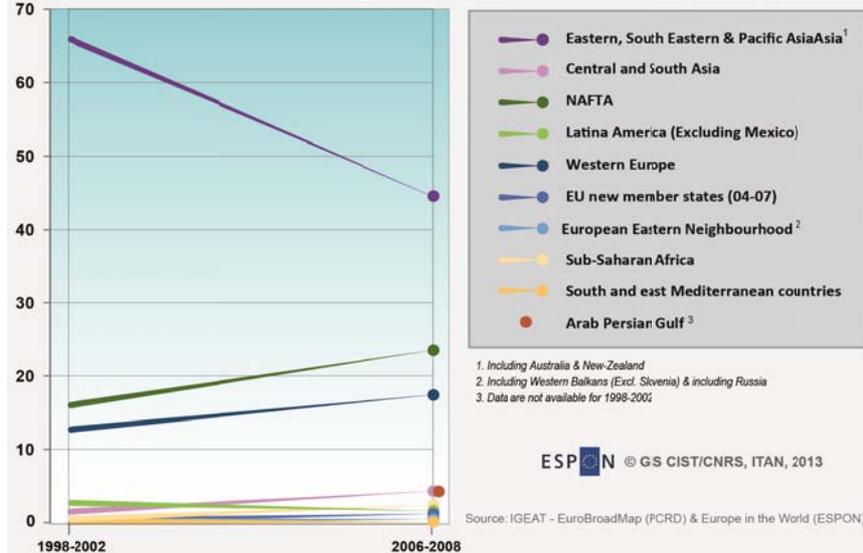
Notes.

(a) UE 27, Suisse, Norvège, Islande. (b) y compris Balkans occidentaux (hors Slovénie) et Russie. (c) Asie de l'Est, du Sud-Est et pacifique y compris Australie et Nouvelle-Zélande

Source : Igeat / Projets « EuroBroadMap » (PCRD) et ESPON « Europe in the World »

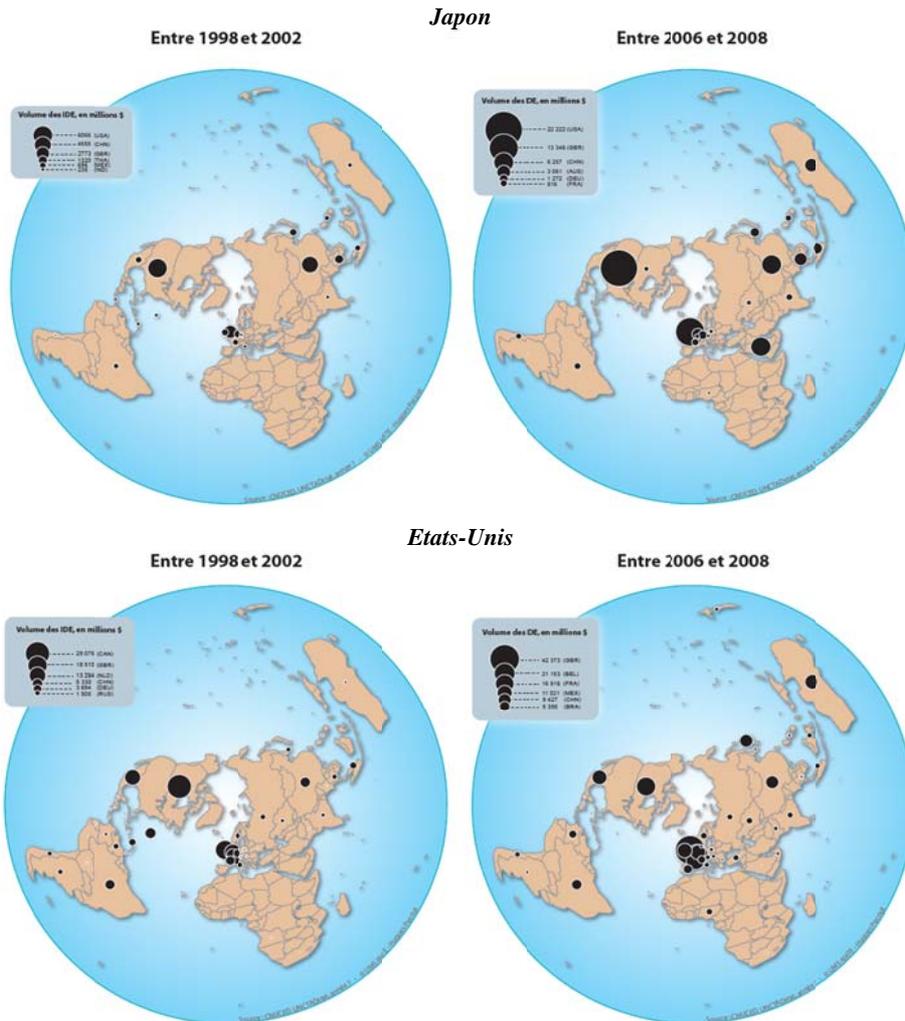
<sup>14</sup> Flux hors paradis fiscaux.

Figure 12. Destination (%) des flux d'IDE depuis l'Asie orientale / Destination (%) of the FDI from East Asia



Notes. Paradis fiscaux exclus

Cartes 9. Destination des IDE du Japon et des Etats-Unis



Notes. Moyennes annuelles. Flux supérieurs à 100 millions de \$

Source : Igeat / Projets EuroBroadMap (PCRD) et Europe in the World (ESPON) ; traitement de l'auteur  
Cartographie : Hugues Pecout, GIS CIST / Projet ESPON « ITAN » ; fond de carte © UMS Riate

### 3.5. C'est surtout pour les pays du Sud que l'IDE est très régionalisé

Vu du côté du Sud, l'IDE vient essentiellement des pays développés proches – signe connu de l'asymétrie des relations Nord-Sud de voisinage. Le Maroc, la Tunisie ou la Turquie dépendent essentiellement des IDE venus d'Europe. La dépendance est la moins marquée pour la Tunisie, mais ce sont tout de même 57% des IDE tunisiens qui viennent d'Europe occidentale (77% pour la Turquie, 85% pour le Maroc !). Un deuxième trait commun est la montée des investissements venus du Golfe, surtout en Tunisie (29%). Les Etats-Unis constituent la troisième origine des IDE.

Quelle est l'évolution de cette intégration régionale par l'investissement ? L'UE reste le principal fournisseur d'investissements directs des Psem (hors Turquie<sup>15</sup>), mais avec une part relative déclinante (et située bien en deçà de sa part relative dans les échanges de marchandises) : plus de 50% au début des années 2000, à peine 30% en 2010, alors que le Golfe fournit plus de 20% des IDE qui entrent dans les Psem, la proportion étant encore plus élevée en Méditerranée orientale.

Dans les autres régions, la dépendance des pays en développement à l'égard de leur voisin développé est encore plus grande. Les IDE qui entrent au Mexique viennent en majorité des Etats-Unis, même si l'Europe apparaît comme un partenaire important, les Européens investissant au Mexique pour produire des produits qui entrent libres de droits sur le marché des Etats-Unis.

En Chine comme en Thaïlande, les IDE viennent massivement du Japon et des Dragons ; l'Amérique latine est une autre importante source d'IDE, mais plutôt que les prémices d'investissements Sud-Sud transcontinentaux il faut surtout y voir l'effet des paradis fiscaux caraïbes (cartes 10).

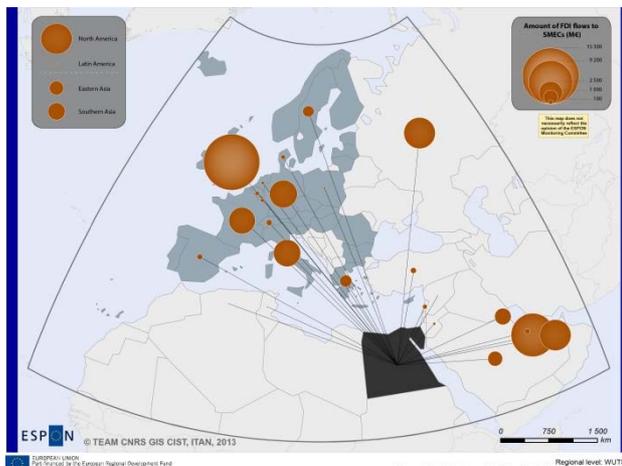
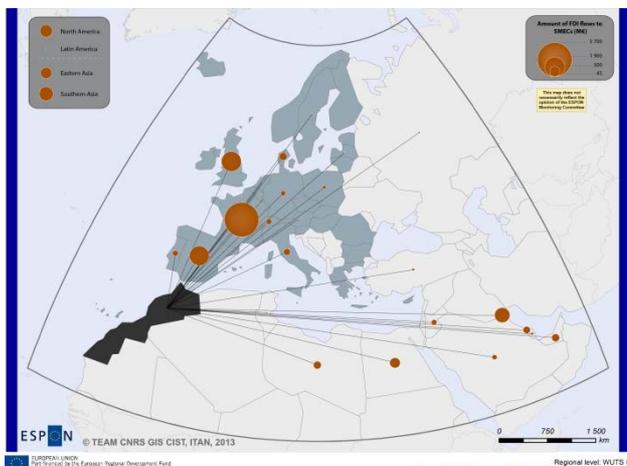
---

<sup>15</sup> [Gallal et Reiffers 2010]

**Carte 10. D'où viennent les IDE qui s'investissent dans les voisinages ?**  
 % des origines, IDE 2008-2012 (moyenne annuelle)

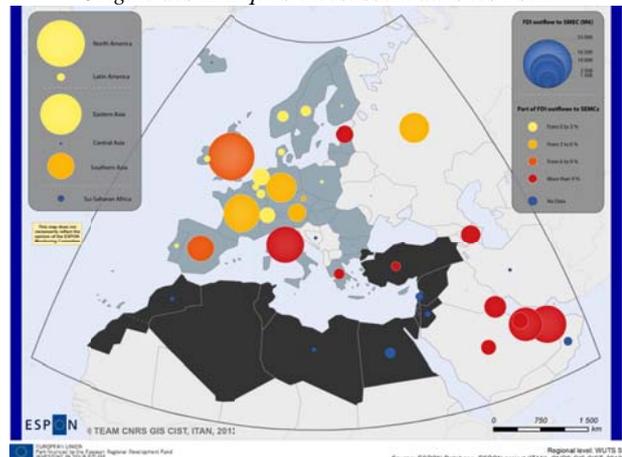
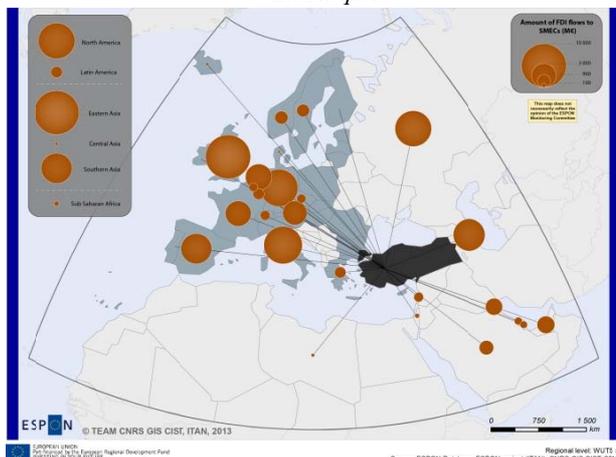
*au Maroc*

*en Egypte*



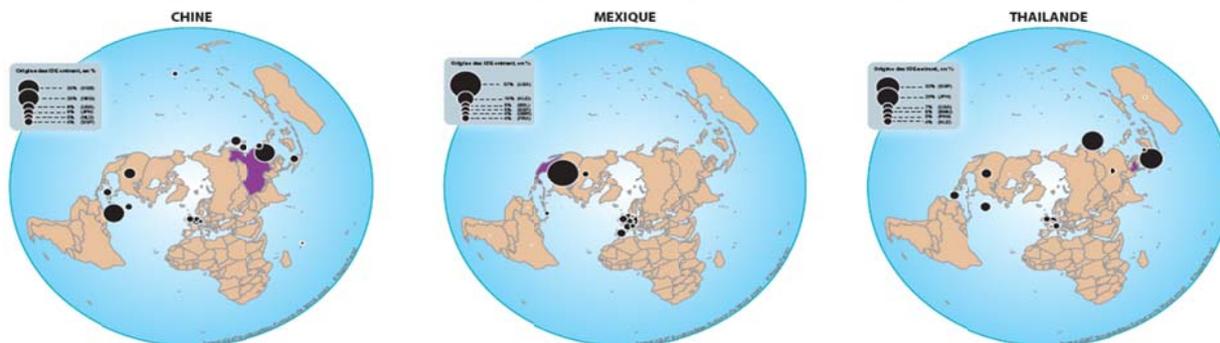
*En Turquie*

*Origine des IDE qui s'investissent dans les Psem*



Source : données Anima / Projet ESPON « ITAN », cartographie GIS CIST

Origine (%) des IDE entrants dans six pays des « voisinages » (2006-2008, moyenne annuelle) (a)



(a) seuls les flux pays\*pays de plus de 10 millions de \$ sont représentés.

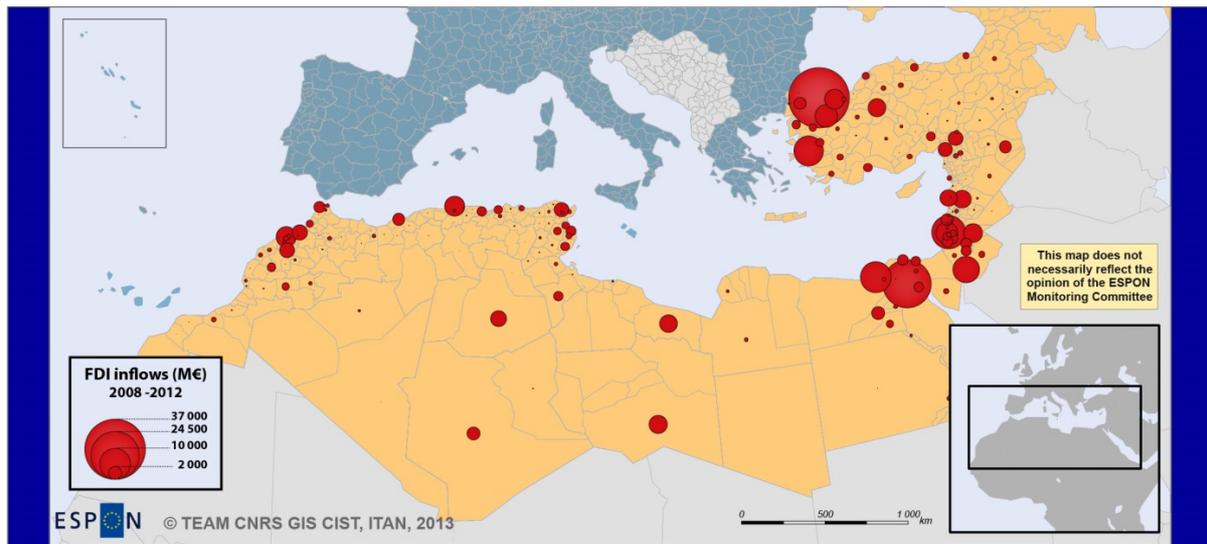
Source : Igeat / Projets EuroBroadMap (PCRD) et Europe in the World (ESPON) ; traitement de l'auteur  
 Cartographie : Hugues Pecout, GIS CIST / Projet ESPON « ITAN » ; fond de carte © UMS Riate

### 3.6. Les IDE entrant dans les Psem : une certaine diffusion géographique

Dessinée grâce aux données d'Anima, la carte 11 confirme que les IDE qui entrent dans les Psem sont bien sûr surtout localisés dans les grandes villes, mais moins qu'on aurait pu l'attendre. Une des critiques adressées aux IDE est qu'ils ne contribueraient pas à une croissance « inclusive » : ils créeraient peu d'emplois, stimuleraient peu les sous-traitants locaux, et, sur le plan territorial, seraient confinés dans un petit nombre de grandes villes. Au moins sur ce dernier point, les données d'Anima permettent de dire que la critique est moins fondée qu'attendu.

La carte 12 tempère les choses : si l'on s'intéresse aux plus « pointus » d'entre eux (industrie aéronautique et autres matériels de transport, biotechnologies, services aux entreprises, logiciel), la concentration dans les grandes villes apparaît bien, notamment à Istanbul et surtout en Israël – où se sont surtout des États-Unis que proviennent ces IDE. Cela dit, et même si c'est à un moindre titre, Casablanca et Tunis apparaissent sur la carte. Cela montre qu'on a tort de voir dans les Psem des pays qui ne pourraient attirer des IDE que pour des activités peu qualifiées ou lors d'opérations de privatisation.

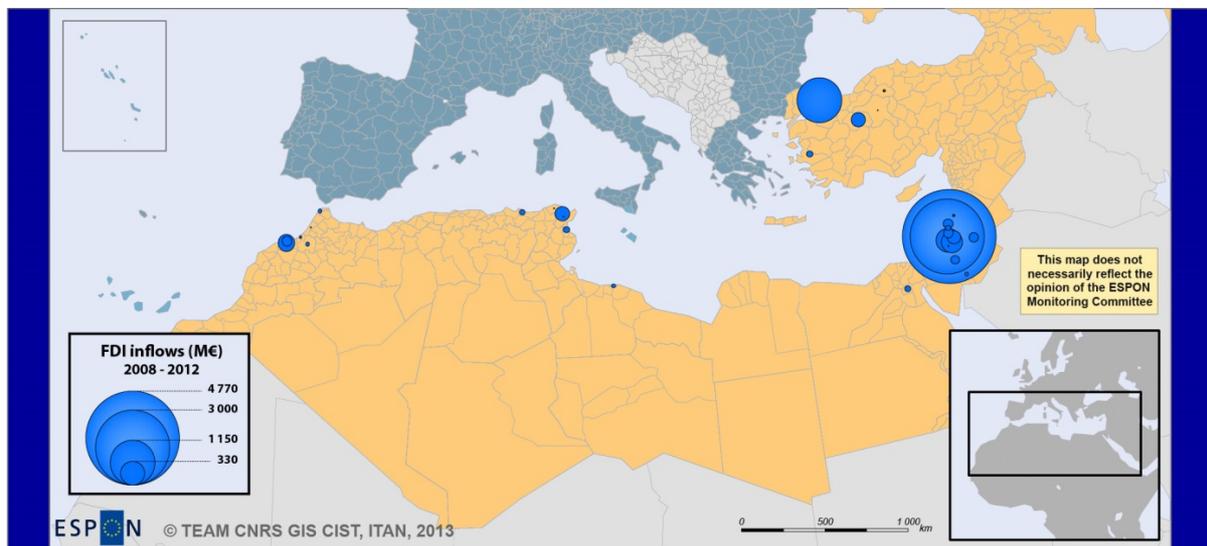
**Carte 11. Les IDE entrants dans les PSEM : une géographie moins concentrée qu'on pourrait le penser**



Regional level: NUTS 2006 & SNUTS V1  
 Source: ESPON Database, ESPON project (ITAN), CNRS GIS CIST, 2013.  
 Origin of data: ANIMA - MIPO, 2008-2012  
 © UMS RIATE for administrative boundaries

Source : données Anima / Projet ESPON « ITAN », cartographie GIS CIST

**Carte 12. Les IDE des secteurs « avancés »: une hyper concentration notamment en Israël et à Istanbul mais aussi à Casablanca et Tunis**



Regional level: NUTS 2006 & SNUTS V1  
 Source: ESPON Database, ESPON project (ITAN), CNRS GIS CIST, 2013.  
 Origin of data: ANIMA - MIPO, 2008-2012  
 © UMS RIATE for administrative boundaries

*Notes.*

Secteurs « avancés » : Aéronautique et industrie de matériels de transport, biotechnologies, logiciels, services marchands aux entreprises

Source : données Anima / Projet ESPON « ITAN », cartographie GIS CIST

## 4. Migrations et remises migratoires

### 4.1. Où vivent les étrangers originaires des Psem ?

Les populations étrangères résidentes donnent une bonne idée des liens migratoires entre pays, surtout lorsqu'on dispose de l'évolution sur un temps long. Ces populations résidant à l'étranger représentent 2,5% de la population mondiale soit 174 millions de personnes en 2010, contre 93 millions en 1960. Evidemment cet indicateur n'est pas parfait : les politiques de naturalisation sont très variables d'un pays à l'autre, aussi la population étrangère *et d'origine étrangère* est-elle difficile à cerner. En outre le « stock » d'étranger ne renseigne pas vraiment sur les migrations internationales (certains étrangers sont nés dans le pays où ils résident, d'autres sont immigrés mais installés depuis longtemps, etc.). Cela dit cette origine des étrangers, renseignée sur cinquante ans, donne les principales évolutions des migrations internationales d'« installation ».

La régionalisation des migrations internationales reste un trait fort de leur géographie : en 2010 45% des personnes qui vivent étrangères, résident dans un pays qui appartient à la même région que leur pays d'origine. La proportion était de 55% en 1960, ce qui veut dire que les routes se sont mondialisées. Une telle évolution ne doit pas surprendre : les migrations se font d'autant plus à proximité que les personnes sont moins qualifiées et pauvres. L'essor de l'économie de la connaissance et la progression du niveau social des migrants internationaux contribue à l'extension géographique de leurs routes migratoires, les nouveaux migrants ayant davantage de moyens économiques et culturels pour affronter les marchés du travail à l'étranger et étant donc plus aptes à une migration lointaine.

Un très bon exemple de la géographie encore très régionale des migrations est fourni par la Méditerranée : neuf sur dix des **étrangers originaires des Psem** (Israël et Turquie comprises) résident dans une vaste région qui va de l'Europe au Golfe et à l'Afrique. La part de l'Europe a progressé jusqu'aux années 1970 puis a diminué mais reste à un haut niveau. Dans la région c'est surtout le Golfe qui a progressé, mais plutôt dans les années 1970-1980 suite au revirement des politiques migratoires en Europe et au durcissement des conditions d'entrée (visas), et moins à partir des années 2000 contrairement à ce qu'on entend dire souvent. Dans les années 2000, les étrangers originaires des Psem sont surtout allés dans d'autres Psem, signe d'un début d'intégration Sud-Sud qui se vérifie dans les échanges commerciaux. En revanche, l'Amérique du Nord les attire assez peu.

Cela dit, ces chiffres ne différencient pas les niveaux de qualification. Plusieurs études ont montré que plus le niveau de qualification des migrants était élevé, moins la destination des migrants originaires des Psem était régionale et plus elle était américaine. Le tableau 8 donne l'exemple des étudiants de master et doctorat jordaniens : plus du tiers étudient aux Etats-Unis ; moins attendu, un quart ont choisi la Russie ou l'Ukraine ; un cinquième étudient dans d'autres Psem notamment en Méditerranée orientale et au Moyen-Orient ; l'Europe occidentale vient seulement après et bien après. Il est juste de dire qu'à l'autre bout de la Méditerranée, les deux-tiers des Marocains étudiant à l'étranger le font en France, et, au total, plus de 80% en Europe, ce qui confirme la forte différenciation géographique des flux internationaux du Maghreb et du Proche-Orient.

**Tableau 7. Où vivent les étrangers originaires des Psem ?**

<i>Pays hôtes , % :</i>	<i>1960</i>	<i>1980</i>	<i>2000</i>	<i>2010</i>
Europe occidentale	41,7	57,4	45,5	46,1
Nouveaux Etats-membre de l'UE (2004 et 2007)	0,4	0,2	0,3	0,7
Balkans occidentaux, voisinage oriental et Russie	0,0	0,0	0,2	0,2
Psem (Turquie et Israël comprises)	41,3	17,9	20,9	31,8
Golfe (Irak et Iran compris)	4,0	15,8	23,1	13,2
Afrique subsaharienne	2,4	1,7	0,9	0,3
Amérique du Nord (Mexique compris)	4,4	4,4	6,8	5,9
Amérique latine (Mexique non compris)	4,3	1,1	0,7	0,4
Asie du Sud	0,2	0,1	0,1	0,0
Asie centrale	0,0	0,0	0,0	0,2
Asie orientale (Asie de l'Est, du Sud-Est, Asie-Pacifique et Océanie)	1,3	1,4	1,5	1,2
Total général	100,0	100,0	100,0	100,0

*Notes.* « Psem » : Israël et Turquie comprises

*Sources :* Banque Mondiale, « Bilateral Migration and Remittances » / Igeat (projets ESPON « Tiger » et « ITAN »)

**Tableau 8. Les diplômés du Proche-Orient ne choisissent plus l'Europe**

Lieu de travail des étudiants jordaniens de médecine, master et doctorat à l'étranger, 2002-2005

	<i>%</i>
voisins immédiats de la Jordanie (Egypte, Irak, Liban, Syrie)	14,9
Golfe	1,7
Tunisie	3,2
Turquie	1,0
Russie, Ukraine, Moldavie	24,2
Etats-Unis	34,1
autres pays	20,9
. dont Allemagne	7,4
. dont Grèce	0,6
. dont Roumanie	1,1
Total	100,0

*Source :* Educational statistical report, Jordanian Ministry of Education, publié sur le site web du Migration Policy Centre

## 4.2. D'où viennent les étrangers qui résident en Europe, en Amérique du Nord et en Asie orientale ?

On envisage ici les migrations internationales vues cette fois depuis les pays hôtes. **D'où viennent les étrangers qui résident en Europe ?** Ils viennent, proportionnellement, de moins en moins d'Europe occidentale, mais aussi de moins en moins d'Europe centrale (nouveaux Etats Membres de l'UE) : le rideau de fer avait historiquement réduit ces flux ; paradoxalement lorsqu'il est tombé, et après une toute première phase de plus fortes migrations vers l'Europe occidentale au début des années 1990, la perspective d'adhésion à l'UE a réduit ces migrations. En revanche la part des pays du voisinage s'est clairement accrue : *au total les deux-tiers des étrangers qui résident en Europe occidentale viennent de la région (Europe + voisinages, en particulier des Psem)*, et la proportion atteint les trois-quarts si l'on tient compte aussi des étrangers venus du Golfe et d'Afrique.

L'évolution est de même type pour l'**Asie orientale** (même si le poids des étrangers dans la population résidente est nettement plus faible qu'en Europe, mais on raisonne sur la structure géographique des migrations). Le taux d'intégration est très élevé, mais il baisse tendanciellement ; on remarque la part croissante des étrangers venus d'Asie du Sud.

La géographie et l'évolution sont très différentes pour l'**Amérique du Nord**. En 1960 les étrangers y étaient surtout originaires d'Europe : entre le milieu du 19ème siècle et le milieu du 20ème siècle, 51 millions d'Européens ont migré vers le Nouveau Monde, ce qui en fait la plus intense migration de l'histoire humaine. Au cours du dernier demi-siècle, tout a changé. Les latino-Américains, à commencer par les Mexicains, ont commencé une migration massive ; aujourd'hui la majorité des étrangers qui vient en Amérique du Nord sont originaires des Amériques : *le recrutement d'étrangers, qui était global, est donc devenu très régional*. Toutefois, dans la dernière période, la forte progression des étrangers venus d'Asie orientale signale une nouvelle phase d'extension géographique de l'attraction migratoire Nord-américaine.

Le tableau 9 donne la synthèse. La moitié des étrangers qui résident en Amérique du Nord viennent des Amériques. Les deux-tiers des étrangers qui résident en Asie orientale viennent de la région ; ce ratio élevé aurait pu être considéré comme négligeable il y a encore vingt ans du fait de la modicité des migrations internationales dans la région – le Japon a investi dans son voisinage précisément pour limiter la migration de main d'œuvre, et tous les pays de la région ont peur d'une trop grande libéralisation des mouvements de la colossale main d'œuvre chinoise à bas salaire. Ce n'est plus le cas depuis une quinzaine d'années : les migrations intra-régionales ont commencé à s'intensifier en Asie orientale, sous l'effet du besoin de main d'œuvre au Japon, de la multiplication des déplacements d'étudiants, des flux d'affaires, et de la massification du tourisme qui accompagne le développement asiatique. Enfin les étrangers qui résident en Europe occidentale continuent à se globaliser, mais la proportion de ceux qui viennent de la région Euro-méditerranéenne reste très élevée et elle atteint même les trois-quarts si on y ajoute l'Afrique sub-saharienne.

**Tableau 9. Part (%) de l'intra-régional dans les origines des étrangers qui résident en Amérique du Nord, en Asie orientale et en Europe occidentale**

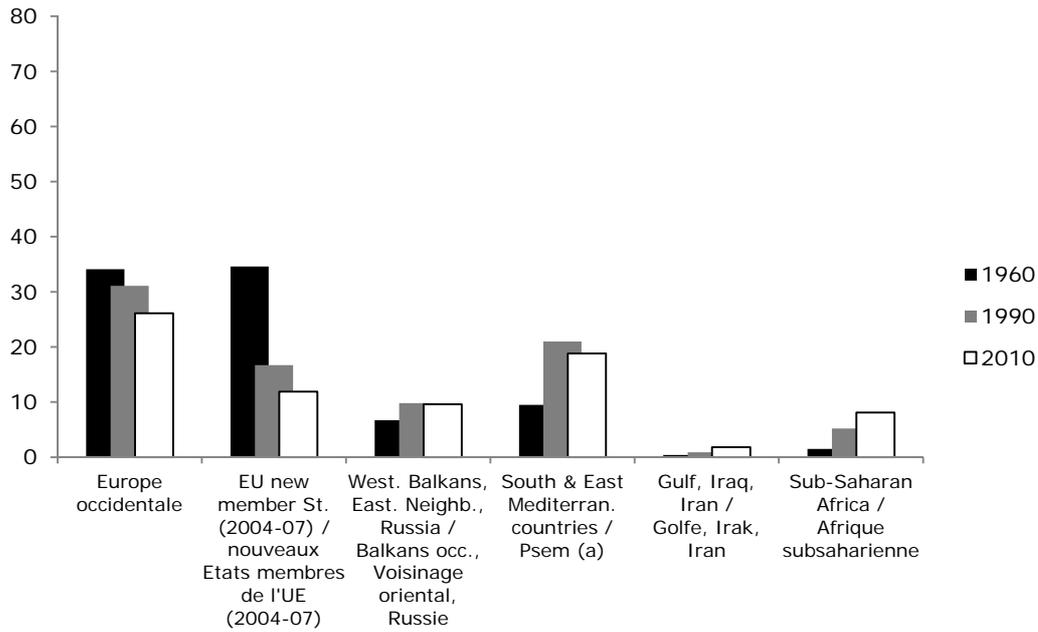
<i>Etrangers résidants en :</i>	1960	1990	2010
Amérique du Nord (a): % d'étrangers originaires d'Amérique du Nord	19,5	27,4	31,5
Amérique du Nord (a): % d'étrangers originaires de toutes les Amériques	22,6	45,3	51,7
Asie orientale (b): % d'étrangers originaires d'Asie orientale	72,9	67,0	68,0
Europe occidentale: % d'étrangers originaires d'Europe-Méditerranée (c)	84,9	78,6	66,3
Europe occidentale: % d'étrangers originaires d'Europe-Méditerranée-Afrique	86,4	83,7	74,4

*Notes.*

(a) Mexique compris. (b) Asie de l'Est, du Sud-Est, Asie-Pacifique et Océanie. (c) Europe occidentale, nouveaux Etats membres de l'UE de 2004 et 2007, Balkans occidentaux, voisinages oriental et Russie, Psem Israël et Turquie comprises.

*Source :* Banque Mondiale, « Bilateral Migration and Remittances » / Igeat

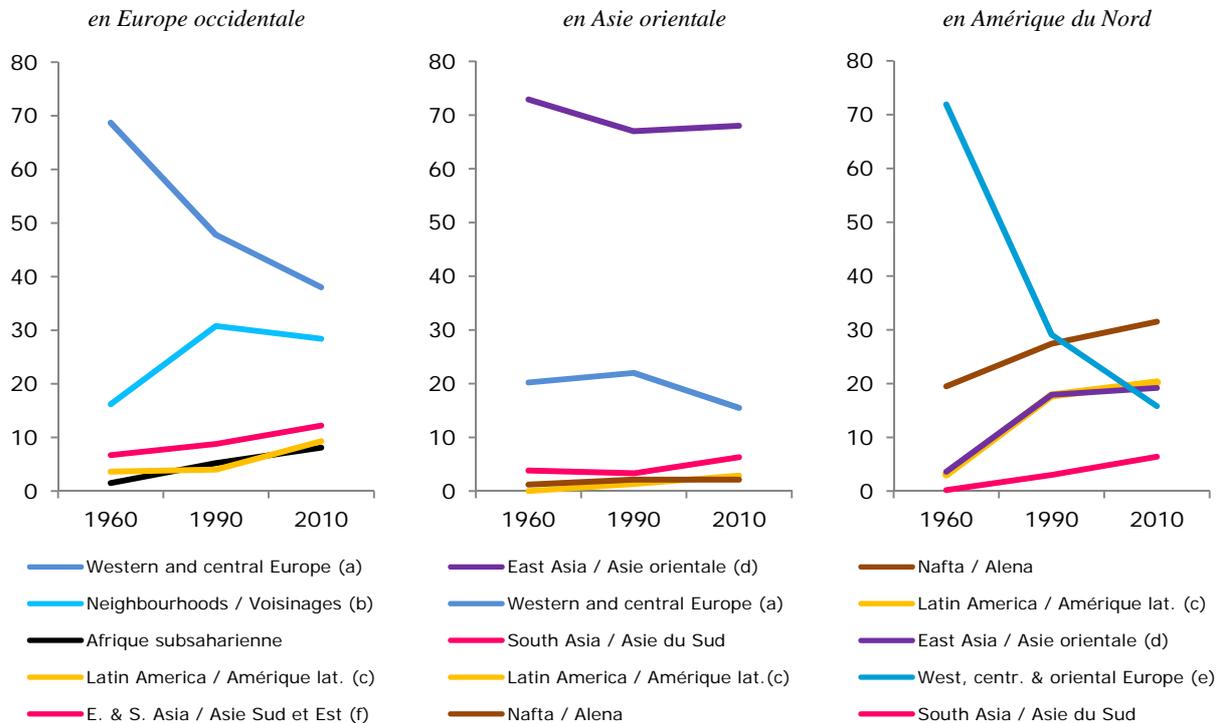
**Figure 13. D'où viennent les étrangers qui résident en Europe occidentale ?**



Notes. (a)

Turquie et Israël comprises. Source : Banque Mondiale, « Bilateral Migration and Remittances » / Igeat

**Figure 14. D'où viennent (%) les étrangers qui résident**



Notes.

(a) Western Europe and new EU member States (2004-2007) : Europe occidentale et nouveaux Etats membres de l'UE de 2004-2007.

(b) Western Balkans, Eastern and Southern Neighbourhoods (incl. Turkey and Israel) : Balkans occidentaux, voisinages oriental et méditerranéen (y compris Turquie et Israël) de l'Europe. (c) Mexico non included : Mexique exclu.

(d) East Asia, South-East Asia, Pacific & Oceania : Asie de l'Est, du Sud-Est, Asie-Pacifique et Océanie.

(e) Western Europe, new EU member States (2004-2007), Western Balkans and Eastern Neighbourhood including Russia: Europe occidentale, nouveaux Etats membres (2004-2007), Balkans occidentaux, voisinage oriental Russie comprise.

(f) East & South Asia : Asie du Sud, Asie de l'Est, du Sud-Est, Asie-Pacifique et Océanie

Source : Banque Mondiale, « Bilateral Migration and Remittances » / Igeat

### 4.3. Remises migratoires : une géographie de la proximité

Les remises migratoires sont, pour beaucoup de pays proches de pays développés, une source essentielle de financement du développement. Depuis le milieu des années 2000, la mobilisation de cette ressource financière externe fait régulièrement l'objet de travaux de la Banque mondiale. Les montants potentiellement disponibles pour les pays en développement auprès de leurs diasporas seraient de 400 milliards de dollars annuels, ce qui représenterait 9% du PIB des pays que la Banque mondiale appelle à revenu faible<sup>16</sup>.

Le tableau 10 donne la mesure de cette manne pour quelques pays choisis. Les montants peuvent être considérables en volume et en proportion du PIB pour certains pays du voisinage européen comme dans les Balkans occidentaux ou au Proche-Orient (Palestine, Jordanie, Liban), et au Maghreb (Maroc). Les émigrés renvoient chaque année *plus de 40 milliards de dollars dans les Psem*. Evidemment, la contribution des remises migratoires au PIB varie beaucoup avec le dynamisme économique général du pays : plus le pays se développe, plus, corrélativement, la part des remises migratoires dans le PIB diminue. C'est la même chose dans la périphérie des Etats-Unis, où les remises migratoires sont cruciales pour les pays de l'isthme américain mais nettement moins pour le Mexique – encore que la masse concernée, 23 milliards chaque année, soit impressionnante. En Asie orientale, le contraste est fort entre les pays qui ne compte pas, ou plus, sur cette ressource (comme la Malaisie) et ceux qui s'en sont fait une spécialité mondiale (comme les Philippines).

On dispose pour certains pays de la matrice origine / destination des remises migratoires. La dimension régionale est essentielle, notamment en Méditerranée. Mais la figure 15 indique qu'elle n'est pas la même pour les pays du Maghreb, très polarisés par l'Europe occidentale, et pour ceux du Machrek, polarisés par le Golfe et le Proche-Orient. De ce point de vue-là, et si la proximité reste bien un facteur clé de la géographie des remises migratoires, l'intégration méditerranéenne dans son ensemble ne ressort pas de manière évidente : l'Europe n'a plus le monopole de l'influence économique, démographique et donc culturelle notamment sur les pays du Proche-Orient.

---

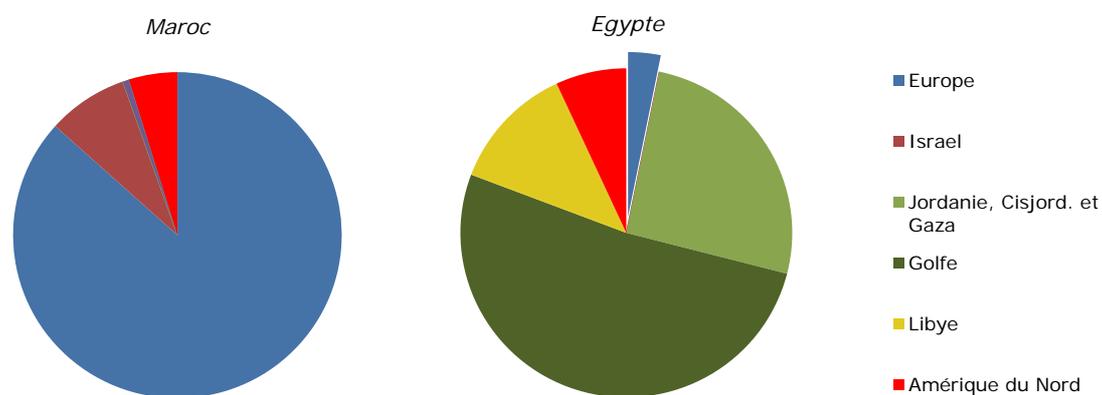
<sup>16</sup> [Ratha et Mohapatra 2011]

**Tableau 10. Flux entrants de remises migratoires pour quelques pays choisis, 1980-2011**

	<i>US\$ million</i> <i>1980</i>	<i>US\$ million</i> <i>2011e</i>	<i>en % du PIB</i> <i>2010</i>
Bosnie Herzégovine	..	2 021	12,9%
Serbie	..	3 719	10,4%
Moldavie	..	1 562	23,2%
Ukraine	..	6 619	3,9%
Russie	..	5 615	0,4%
Maroc	1 054	7 081	6,8%
Algérie	406	1 942	1,3%
Tunisie	319	1 955	4,4%
Egypte	2 696	14 213	3,0%
Jordanie	794	3 554	12,8%
Territoires palestiniens	..	1 106	..
Liban	..	7 558	19,6%
Syrie	774	1 988	2,6%
Turquie	2 071	1 235	0,1%
Sénégal	77	1 442	11,0%
Mexique	1 039	23 610	2,1%
El Salvador	49	3 636	15,7%
Nicaragua	..	920	11,7%
Chine	..	62 497	0,8%
Malaisie	..	1 235	0,5%
Thaïlande	383	3 994	0,9%
Vietnam	..	8 600	5,1%
Philippines	626	22 974	10,7%

*Source* : Banque mondiale

**Figure 15. Les dix premières origines des remises migratoires entrant au Maroc et en Egypte (% , 2010)**



*Source*: Migration and Remittances Brief 17. World Bank 2011 / CMI, World Bank, Islamic Development Bank, 2012, "From Political to Economic Awakening in the Arab World: The Path of Economic Integration"

## 5. Conclusions stratégiques

- Il faut continuer à sensibiliser les acteurs et les décideurs à l'importance de la question régionale, car l'intégration de grandes régions Nord-Sud est une des principales évolutions de l'organisation de l'espace mondial depuis un demi-siècle.
- Les relations économiques régionales conditionnent beaucoup les relations politiques, comme le montre le revirement de la diplomatie commerciale japonaise en faveur de sa région après la crise financière asiatique de 1997-1998, et le refus des Etats-Unis d'y favoriser une entraide japonaise et chinoise.
- Pour autant, il n'y a pas de « fatalité régionale » mais une dialectique entre globalisation et régionalisation ; la montée en puissance d'un nouvel acteur global, la Chine, et les insuffisances de l'intégration productive peuvent faire reculer la régionalisation.
- Les relations économiques régionales restent dissymétriques entre pays du Nord et pays du Sud, ces derniers dépendant fortement de leurs voisins développés.
- L'influence de l'Europe sur ses voisinages est grande, mais davantage dans le domaine des subventions, des migrations et surtout de l'énergie, que dans le domaine du commerce et de l'investissement (tabl. 11).
- L'influence de l'Europe sur ses voisinages recule, sauf pour ce qui concerne les nouveaux Etats-membres entrés dans l'UE en 2004 et 2007.

**Tableau 11. Pour l'Europe, les voisinages sont des accords de coopération, des migrations et de l'énergie**  
Part (%) dans les échanges internationaux des pays de l'Union européenne

	<i>Accords de coopération</i> (2010)	<i>transport aérien</i> (a) (2012)	<i>Immigration</i> (b) (2010)	<i>Energie</i> (c) 2010	<i>Commerce</i> (d) (2011)	<i>IDE</i> (e) (2006-08)
Europe occidentale (f)	0,0	80,4	37,9	42,4	70,0	71,8
Balkans occidentaux	3,5	0,7	6,1	0,3	0,5	0,2
Voisinage oriental et Russie (g)	1,8	1,9	5,7	21,1	3,8	2,2
Turquie	1,7	1,7	7,9	0,1	1,3	0,7
Israël	0,0	0,4	0,1	0,0	0,4	0,0
Proche Orient arabe	3,3	0,8	1,2	0,7	0,4	0,0
<u>Maghreb</u>	<u>4,6</u>	<u>1,5</u>	<u>8,7</u>	<u>10,3</u>	<u>1,1</u>	<u>0,2</u>
Total voisinages	14,8	7,1	29,8	32,5	7,5	3,4

*Notes.*

(a) offre de transport aérien

(b) origine des étrangers résidant dans l'UE

(c) origine de l'énergie importée

(d) marchandises, valeurs, imports + exports

(e) investissements directs étrangers entrants et sortants

(f) UE27, Suisse, Norvège et Islande

(g) Russie, Belarus, Ukraine et Moldavie

Sources : FMI, Cepii, Banque mondiale, Cnuced, OAG / Igeat, projet ESPON « ITAN »

## Références bibliographiques

- Balac R., 2010, « Les mobilités internationales des étudiants marocains », *Espace Populations Sociétés* 2010/2-3, "Nouvelles mobilités dans les Suds", Lille
- Banque mondiale, 2010, "Mena region. Economic Integration (GCC, Maghreb, Mashreq)", Washington
- Beckouche P., coord., 2011, « Régulations régionales de la mondialisation : quelles recommandations pour la Méditerranée ? », rapport du groupe de travail d'Ipemed, coll. « Construire la Méditerranée », Ipemed, Paris
- Cnuced, 2012, "World Investment report 2012 – Towards a New generation of Investment Policies", Nations Unies, New York et Genève
- De Lombaerde P., Pietrangeli G., Weeratunge C., 2008, "Systems of Indicators for Monitoring Regional Integration Processes: Where Do We Stand?", *The Integrated Assessment Journal, Bridging Sciences & Policy*, Vol.8, Iss. 2, pp. 39–67
- Deichmann U. et Indermit Gill, I., 2008, "The Economic Geography of Regional Integration", *Finance & Development*, dec. 2008, FMI, Washington
- Galal A. et Reiffers J-L., dir., 2010, « Crise et voies de sortie de crise dans les pays méditerranéens », rapport de synthèse du Femise pour la Femip, BEI, Luxembourg
- Grasland C. et Didelon C., dir., 2007, « Europe in the World », ESPON, Luxembourg
- Grataloup Ch., 2009, *L'invention des continents : comment l'Europe a découpé le monde*, Larousse, Paris
- Hartzenberg T., 2011, "Regional Integration in Africa", Trade Law Centre for Southern Africa, WTO, Genève
- ITAN, 2013, « Integrated Territorial Analysis of the Neighbourhoods », rapport intermédiaire du consortium ITAN, pour ESPON, Luxembourg
- Maury F. et Le Belzic S., 2013, « Chine-Afrique – et plus si affinités ? », dossier dans la livraison hors-série n°32 de *Jeune Afrique*, Paris
- Milhaud Ch., dir., 2010, « Commission sur le financement du codéveloppement en Méditerranée », rapport pour la Présidence de la république française, Paris
- Pnud, 2011, "Regional Integration and Human Development: A Pathway for Africa", Nations Unies, New York
- Ratha D., Mohapatra S., 2011, "Preliminary Estimates of Diaspora Savings", World Bank, Washington
- Santi E. Ben Romdhane S., Shaw, W., 2012, « Libérer le potentiel de l'Afrique du Nord grâce à l'intégration régionale, défis et opportunités », Banque africaine de développement, Tunis
- Stiglitz J., dir., 2010, « Pour une vraie réforme du système monétaire et financier international », Rapport Stiglitz pour le Secrétaire général des Nations unies, Les Liens qui Libèrent, Paris
- Tay S., 2010, *Asia Alone: The Dangerous Post-Crisis Divide from America*, John Wiley and Sons, Singapour
- Van Hamme G., dir., 2012, "Tiger - Territorial Impact of Globalization for Europe and its Regions", Applied research, ESPON, Luxembourg.

## Acronymes

ADB	Asian Development Bank
BM	Banque mondiale
Cnuced	Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement
ESPON	European Spatial Perspective Observation Network
Femise	Forum Euro-méditerranéen des instituts de science économique
FP7	7 <sup>th</sup> European research Framework Programme (PCRD)
IDB	Inter-American Development Bank
IDE	Investissement direct à l'étranger
Igeat	Institut de gestion de l'environnement et d'aménagement du territoire
ITAN	Integrated Territorial Analysis of the Neighbourhoods (projet ESPON)
Mena	Middle East and North Africa
OME	Observatoire Méditerranéen de l'Energie
Pnud	Programme des Nations unies pour le développement
Tiger	Territorial Impact of Globalisation on Europe and its Regions (projet ESPON)
ZLEA	Zone de libre-échange des Amériques

## Table des figures, cartes et tableaux

### Figures

Figure 1. Ecart du PIB/hab. dans les trois régions mondiales (pays du Nord=100) .....	7
Figure 2. Face à la montée en puissance asiatique, le salut euro-méditerranéen est dans la régionalisation.....	8
Figure 3. Investissement : le Sud en relais, mais surtout en Asie.....	10
Figure 4. Psem : un marché qui dépasse le voisinage oriental Russie comprise .....	12
Figure 5. Commerce : sur la longue période l'intégration régionale progresse partout .....	14
Figure 6. Asie orientale : une intégration commerciale spectaculaire, aux dépens de l'Amérique .....	14
Figure 7. Destination (%) des exportations de l'Europe occidentale, 1986-2011/ <i>Western Europe' exports, 1986-2011</i> .....	16
Figure 8. Les Peco importent de plus en plus de produits européens mais les Psem de moins en moins .....	18
Figure 9. Les pays émergents et en développement, nouveaux acteurs de l'investissement transnational .....	20
Figure 10. Flux d'IDE entrants (milliards \$) : les pays arabes méditerranéens victimes de la crise de 2008 .....	22
Figure 11. Destination (%) des flux d'IDE depuis l'Europe occidentale .....	24
Figure 12. Destination (%) des flux d'IDE depuis l'Asie orientale / <i>Destination (%) of the FDI from East Asia</i> .....	26
Figure 13. D'où viennent les étrangers qui résident en Europe occidentale ?.....	34
Figure 14. D'où viennent (%) les étrangers qui résident.....	34
Figure 15. Les dix premières origines des remises migratoires entrant au Maroc et en Egypte (% , 2010).....	36

### Cartes

Carte 1. La définition des régions selon l'OMC, ou la Méditerranée « continentalisée ».....	4
Carte 2. Atlas français de la coopération décentralisée : une géographie qui ne prend toujours pas en compte la région euro-méditerranéenne .....	4
Carte 3. Les découpages régionaux adoptés.....	6
Cartes 4. Euro-Méditerranée : la complémentarité démographique et économique.....	10
Carte 5. Evolution du PIB, 1995-2011 .....	12
Carte 6. Exportations de l'Europe (a) : des parts de marché faible en Asie et dans les Amériques .....	16
Cartes 7. Flux d'IDE entrants dans les années 1980 et dans les années 2000 .....	20
Carte 8. Où les européens investissent-ils ? .....	24
Cartes 9. Destination des IDE du Japon et des Etats-Unis .....	26
Carte 10. D'où viennent les IDE qui s'investissent dans les voisinages ?.....	28
Carte 11. Les IDE entrants dans les PSEM : une géographie moins concentrée qu'on pourrait le penser.....	30
Carte 12. Les IDE des secteurs « avancés » : une hyper concentration notamment en Israël et à Istanbul mais aussi à Casablanca et Tunis.....	30

### Tableaux

Tableau 1. Taux d'intégration des grandes régions par le commerce, les IDE et les migrations .....	7
Tableau 2. PIB réel (PPA) des voisins de l'Europe, 1992-2030 (nouveaux Etats membres de l'UE = 100) .....	11
Tableau 3. Part (%) de l'UE dans les échanges de marchandises, 1995-2009 : dé-régionalisation .....	13
Tableau 4. Les exportations vers l'Afrique commencent à intéresser les Psem et les Asiatiques.....	15
Tableau 5. Flux entrants d'investissements étrangers directs (1970-2011) .....	22
Tableau 6. L'intégration des trois régions mondiales par l'investissement.....	25
Tableau 7. Où vivent les étrangers originaires des Psem ? .....	32
Tableau 8. Les diplômés du Proche-Orient ne choisissent plus l'Europe .....	32
Tableau 9. Part (%) de l'intra-régional dans les origines des étrangers qui résident en Amérique du Nord, en Asie orientale et en Europe occidentale .....	33
Tableau 10. Flux entrants de remises migratoires pour quelques pays choisis, 1980-2011 .....	36
Tableau 11. Pour l'Europe, les voisinages sont des accords de coopération, des migrations et de l'énergie.....	37

Cet atlas compare l'intégration euro-méditerranéenne à celle des autres grandes régions du monde, notamment l'Alena et l'Asie orientale, car on ne comprend les territoires qu'en les comparant. Il se limite à la géographie des échanges économiques des pays composant ces régions, à travers quelques grands indicateurs : commerce, investissement, migrations. D'autres approches seraient nécessaires pour compléter l'analyse, comme l'étude de la convergence ou divergence des structures économiques de ces pays. Mais cette géographie des échanges donne déjà de précieux enseignements, comme le contraste entre la rapidité de l'intégration asiatique et la lenteur de celle qui a lieu en Méditerranée. Elle montre tout de même que les bases d'une intégration euro-méditerranéenne sont solides, que les « voisinages » restent stratégiques pour l'économie européenne, et que la profondeur historique des migrations entre les deux rives de la Méditerranée est le plus puissant facteur de leur rapprochement.

Réalisé pour le compte d'Ipemed, cet atlas a mobilisé les bases de données internationales mises sur pied dans le cadre de programmes de recherche universitaires, notamment le programme européen « ESPON ». L'auteur remercie particulièrement les équipes de recherche engagées dans les projets ESPON « Territorial Impact of Globalization for Europe and its Regions – TIGER » et « Integrated Territorial Analysis of the Neighbourhoods – ITAN ». Il remercie les éditions Autrement qui ont autorisé l'usage de certaines des cartes publiées dans l'« Atlas de la grande Europe – économie, culture, politique ».



**IPEMED**

- INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN -